

---

Manitoba



# Rapport Annuel 1998 - 1999

## Environnement Manitoba

---



Comprend 10% de déchets post-consommation

**NOTE:** On peut se procurer la version anglaise du présent rapport annuel à l'adresse suivante :

Bibliothèque de l'environnement  
Environnement Manitoba  
Rez-de-chaussée, 123, rue Main  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 1A5

Téléphone : 945-7125



**Minister of  
Environment**

**Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba, CANADA  
R3C 0V8**

**Monsieur Peter Liba  
Lieutenant-gouverneur du Manitoba  
Palais législatif, bureau 235  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 0V8**

**Monsieur le Lieutenant-gouverneur,**

J'ai le privilège de vous présenter, à titre d'information, le rapport annuel d'Environnement Manitoba pour l'exercice terminé le 31 mars 1999.

C'est avec mes respects, Monsieur le Lieutenant-gouverneur, que je vous soumets ce document.

**La ministre,**

**Linda McIntosh**





# Manitoba



**Deputy Minister of  
Environment**

Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba, CANADA  
R3C 0V8

Madame Linda McIntosh  
Ministre de l'Environnement  
Palais législatif, bureau 344  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 0V8

Madame la Ministre,

Je soumets à votre approbation le rapport annuel d'Environnement Manitoba pour l'exercice financier 1998-1999.

Le Ministère a, conformément à son objectif, continué d'assurer un environnement de haute qualité aux générations actuelles et futures de Manitobains et de Manitobaines.

Au cours de cet exercice financier, le Ministère a fait des progrès considérables dans un certain nombre de domaines importants, y compris :

- la poursuite des activités visant l'amélioration constante des services;
- l'exécution des activités reliées à la gestion des pneus et des matériaux multiples;
- la poursuite de l'examen de la réglementation;
- l'insistance soutenue sur les partenariats, en particulier dans les domaines de la prévention de la pollution et de la gestion de la qualité de l'eau;
- la mise en œuvre d'un programme de gestion du bétail;
- la mise en œuvre d'un programme de récupération de l'huile usée dans l'ensemble de la province;
- le maintien de la Journée de l'élimination des déchets ménagers dangereux;
- la poursuite de la consultation concernant la *Loi sur le développement durable*;
- la poursuite du projet d'harmonisation du Conseil canadien des ministres de l'Environnement;
- la participation à l'Initiative nationale concernant le changement climatique;
- l'examen d'un nombre sensiblement plus élevé d'installations de transformation et de production du bétail.

Le présent rapport contient une description détaillée de l'ensemble des activités du Ministère en 1998-1999.

Il convient enfin de souligner le dévouement et les efforts de l'ensemble du personnel du Ministère, ainsi que la collaboration des gouvernements fédéral et provinciaux, des municipalités et de tous nos clients.

C'est avec mes respects, monsieur le Ministre, que je vous soumets le présent document.

Le sous-ministre,

Norman Brandson





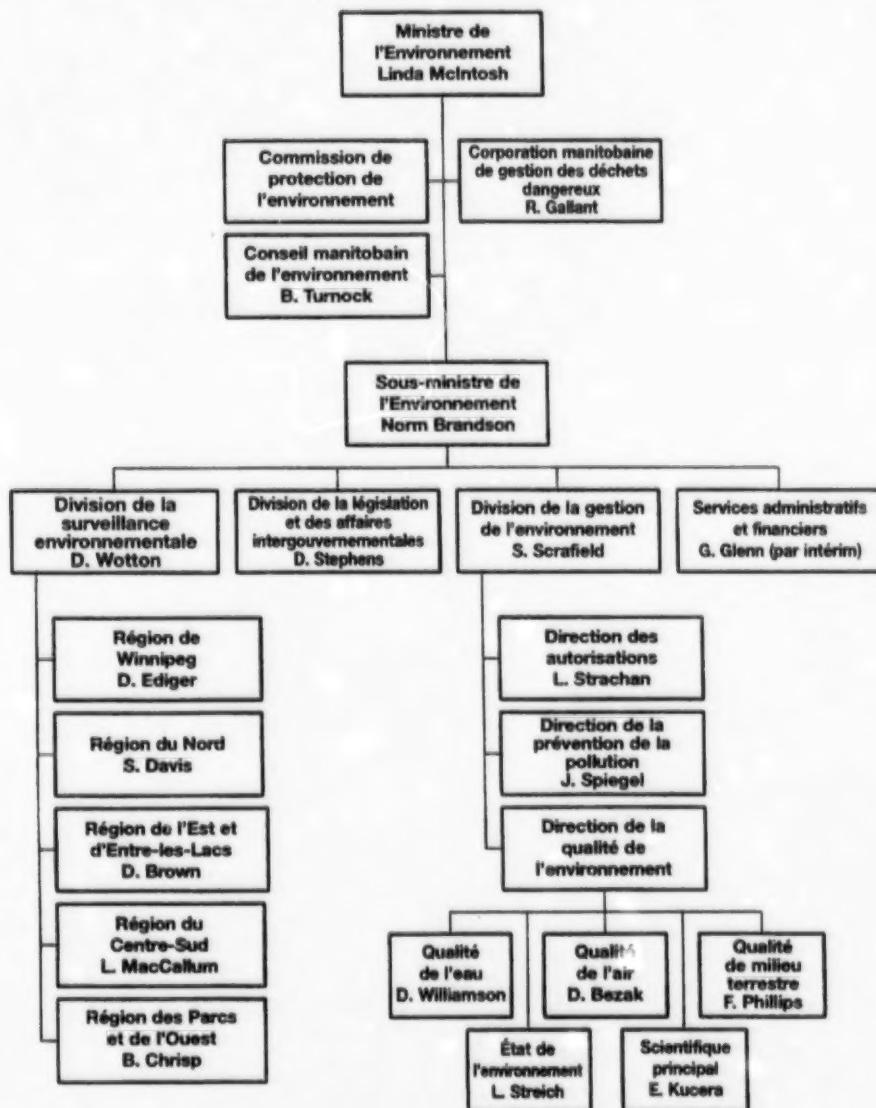
# Table des matières

<b><u>Titre</u></b>	<b><u>Page</u></b>	<b><u>Titre</u></b>	<b><u>Page</u></b>
<b>Lettre du ministre</b>	3	<b>Législation et Affaires intergouvernementales</b>	46
<b>Lettre du sous-ministre</b>	5	<b>Organismes de consultation sur l'environnement</b>	48
<b>Table des matières</b>	7	<b>Commission de protection de l'environnement</b>	48
<b>Organigramme</b>	9		
<b>Préface</b>	10	<b>Institut international du développement durable</b>	49
<b>Agencement du rapport annuel</b>	10	<b>Renseignements financiers</b>	50
<b>Mandat du ministère</b>	10	<b>Conciliation</b>	51
<b>Organisation</b>	10	<b>Sommaire des dépenses</b>	52
<b>Amélioration continue des services du ministère</b>	11	<b>Sommaire des recettes par source</b>	54
<b>Administration et finances</b>	13	<b>Sommaire des dépenses et des effectifs des cinq dernières années par poste</b>	55
<b>Traitements du ministre</b>	13		
<b>Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre</b>	13	<b>Annexes</b>	56
<b>Services administratifs et financiers</b>	14	<b>Suspensions et modifications en vertu de la Loi sur l'environnement</b>	57
<b>Gestion de l'environnement</b>	16	<b>Publications d'Environnement Manitoba en 1998</b>	59
<b>Surveillance environnementale</b>	16	<b>Annuaire téléphonique du ministère</b>	61
<b>Gestion de l'environnement</b>	24		



# Organigramme - Environnement Manitoba

En date du 31 mars 1999



# PRÉFACE

## Agencement du rapport annuel

Le présent rapport annuel est agencé en fonction de la structure des crédits budgétaires du ministère de l'Environnement présentée dans le budget détaillé des dépenses de la province du Manitoba pour l'exercice terminé le 31 mars 1999.

Le rapport donne, pour chaque crédit principal et secondaire, des renseignements sur les objectifs et les réalisations, le rendement et les écarts financiers, ainsi qu'une comparaison des dépenses et de l'effectif du Ministère pour les cinq dernières années. Les explications des écarts entre les dépenses et les recettes, qui étaient autrefois fournies dans les Comptes publics du Manitoba, font maintenant partie du rapport annuel.

## Mandat du Ministère

Environnement Manitoba a pour mandat d'assurer un environnement de qualité aux générations actuelles et futures de Manitobains et de Manitobaines.

Le Ministère veille à l'application des lois ci-dessous, qui font partie de la Codification permanente des lois du Manitoba :

*Loi sur l'environnement (E125)*

*Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses (D12)*

*Loi sur la corporation manitobaine de gestion des déchets dangereux (H15)*

*Loi sur les déchets radioactifs de haute activité (R10)*

*Loi sur la réduction du volume et de la production des déchets (W40)*

*Loi sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (O80)*

*Loi concernant l'assainissement des lieux contaminés (C205)*

*Loi sur la protection de la santé des non-fumeurs (S125)*

Le ministre est également chargé d'appliquer, par l'entremise du Ministère, certains règlements de la *Loi sur la santé publique*.

## Organisation

L'organigramme du Ministère est présenté à la page 9. Les paragraphes qui suivent décrivent le rôle, les responsabilités et l'effectif des quatre divisions du Ministère.

Les **Services administratifs et financiers** disposent d'un complément d'effectif de 15,00 équivalents temps plein (ETP) et veillent à la prestation des services financiers, administratifs et informatiques nécessaires à la mise en œuvre des programmes du Ministère, ainsi qu'à la gestion des ressources humaines et de la Bibliothèque.

La **Division de la surveillance environnementale** a un complément d'effectif de 85,50 équivalents temps plein (ETP) et a pour mandat de veiller à l'administration et à l'application des lois et des règlements relatifs aux aspects suivants : l'environnement et la santé publique; la prestation des services d'intervention d'urgence; la prestation des services de contrôle, y compris le prélèvement d'échantillons; l'entretien du matériel et la coordination des tâches avec d'autres membres du personnel du Ministère; la création et le soutien d'activités de liaison communautaire englobant la diffusion de renseignements sur les dossiers environnementaux, l'organisation d'activités locales liées à l'environnement et le traitement des questions environnementales prioritaires à l'échelle locale.

La **Division de la gestion de l'environnement** a un complément d'effectif de 50,25 équivalents temps plein (ETP). Elle veille à mettre à la disposition du public en général et des décideurs des renseignements opportuns et plausibles sur la façon dont réagit l'écosystème, et à mettre en place des mesures de contrôle adéquates pour réduire les conséquences sur l'écosystème et assurer un environnement durable. Les services ci-dessous sont fournis à cette fin :

- exercer une surveillance de l'environnement;
- établir des lignes directrices et des objectifs;
- produire et diffuser des documents éducatifs ainsi que des renseignements sur l'environnement, y compris le *Rapport sur l'état de l'environnement*;

- évaluer les conséquences des projets de développement sur l'environnement et mettre en place des mécanismes de contrôle juridique;
- protéger ou accroître la qualité de l'environnement et remettre en état les régions touchées;
- promouvoir la réduction des déchets et la prévention de la pollution;
- encourager l'application des techniques et des méthodes de prévention de la pollution.

La Division s'attache à offrir des services de qualité.

**La Division de la législation et des affaires intergouvernementales** a un complément d'effectif de trois équivalents temps plein (ETP). Elle a pour mandat d'élaborer, de réviser et de modifier les lois et les règlements, de siéger à divers groupes d'étude et comités consultatifs fédéraux et provinciaux afin d'étudier des questions telles que l'harmonisation des évaluations environnementales, de négocier des ententes et d'assurer l'uniformisation et l'efficacité de la gestion de l'environnement à l'échelle du pays.

Outre les quatre divisions mentionnées ci-dessus, les organismes suivants relèvent du ministre de l'Environnement : le Conseil manitobain de l'environnement, la Commission de protection de l'environnement et la Corporation manitobaine de gestion des déchets dangereux. Vous trouverez ci-dessous une brève description du rôle, des responsabilités et de l'effectif (le cas échéant) de ces organismes. Comme ces organismes préparent leur propre rapport annuel, ils ne font pas l'objet d'un compte rendu détaillé dans le présent Rapport annuel.

**Le Conseil manitobain de l'environnement** conseille le gouvernement du Manitoba sur les dossiers environnementaux.

**La Commission de protection de l'environnement** dispose d'un complément d'effectif de trois équivalents temps plein (ETP). Elle veille au maintien et à l'amélioration de la qualité de l'environnement par ses conseils et ses recommandations au ministre et au Ministère en ce qui a trait à la réglementation de la pollution et à d'autres activités, dans les secteurs public et privé, qui ont des répercussions sur l'environnement.

**La Corporation manitobaine de gestion des déchets dangereux** a pour tâche de mettre en place, d'assurer le fonctionnement et de maintenir un système de gestion des déchets dangereux au Manitoba.

## Amélioration continue des services du Ministère

### **Principe relatif à l'amélioration continue des services offerts par le Ministère**

Environnement Manitoba a pour principe de faire tout en son pouvoir pour améliorer continuellement ses services et ses relations avec la clientèle, ainsi que pour accroître les compétences de ses employés.

À cette fin, le Ministère :

- examinera et évaluera régulièrement les services qu'il offre afin de s'assurer qu'ils sont pertinents et de trouver des façons de l'améliorer;
- sollicitera régulièrement les commentaires de sa clientèle afin de savoir dans quelle mesure elle est satisfaite des services offerts et d'améliorer ces derniers;
- veillera à ce que tout le personnel ait l'occasion de connaître et d'appliquer les principes de l'amélioration continue des services;
- donnera au personnel le pouvoir et la motivation nécessaires pour faire un travail de qualité;
- communiquera régulièrement avec la clientèle et le personnel pour s'assurer qu'on répond aux attentes.

La poursuite de l'amélioration continue des services du Ministère conduira à la mise en place d'une infrastructure permettant à chaque membre de l'organisation d'examiner attentivement ses méthodes de travail et de les perfectionner afin de répondre aux attentes de la clientèle en matière de qualité du service.

«Qualité» veut dire répondre du premier coup et chaque fois aux besoins et aux attentes de la clientèle.

Le principe de l'amélioration continue des services presuppose l'examen quotidien de méthodes de travail (que l'on traite une plainte, remplisse un formulaire ou élabore une stratégie globale) et la définition des moyens d'améliorer, de simplifier et de rendre ces méthodes de travail plus efficaces.

Le DÉFI consiste à améliorer les services en s'appuyant sur les ressources existantes.

**Principales activités entreprises et réalisées en 1998-1999 sur le plan de l'amélioration continue des services**

**Amélioration de l'accès aux renseignements concernant le Ministère**

- Depuis juin 1995, le Ministère ne cesse d'ajouter et d'améliorer l'information contenue dans la page d'accueil du site Web du Ministère.
- Cette page d'accueil donne accès aux dernières nouvelles environnementales et fournit les liens avec les sites des principaux programmes et activités des sections du Ministère. Par exemple, les propositions environnementales actuelles sont régulièrement affichées, et l'annuaire du ministère, assure un contact rapide avec les membres du personnel. Enfin, la Bibliothèque de l'environnement permet de consulter le *Rapport sur l'état de l'environnement* entre autres documents d'information publique.
- On enregistre environ 12 000 consultations de la page d'accueil du Ministère par mois.
- L'adresse de la page d'accueil du Ministère est : <http://www.gov.mb.ca/environ>

**Autres activités réalisées en 1997-1998 sur le plan de l'amélioration des services**

- Création soutenue de partenariats avec d'autres organismes pour contribuer à la réalisation de diverses initiatives de protection de l'environnement.
- L'harmonisation des services visant une plus grande efficacité se poursuit avec la réduction des chevauchements et l'amélioration des services offerts au public.
- Le Ministère continue d'inciter le personnel à suivre un colloque de formation technique. Ce colloque a maintenant lieu chaque année et ce sont les membres du personnel du Ministère qui l'organisent et qui en déterminent le contenu.
- Le Ministère continue de récompenser les membres du personnel qui ont réussi à améliorer la manière dont il mène ses activités et remet tous les ans (en octobre) un prix à ceux qui le méritent.
- En 1997-1998, le Ministère a demandé à ses clients et employés de répondre à un sondage afin de l'aider à déterminer la qualité de son rendement et les points à améliorer. En 1998-1999, nous avons continué à analyser ces recommandations et à les appliquer si nécessaire en vue d'améliorer les services à la clientèle.

# ADMINISTRATION ET FINANCES

## Traitements du ministre

Le ministre de l'Environnement reçoit, à même le budget du Ministère, le traitement supplémentaire auquel a droit toute personne faisant partie du Conseil exécutif.

## Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre

Cette section se rapporte à l'ensemble du personnel de soutien du cabinet du ministre et du bureau du sous-ministre de l'Environnement, soit sept années-personnes au total.

Les fonctions suivantes incombent au personnel de soutien : élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes qui permettront au Ministère d'atteindre, à longue échéance, les objectifs exposés dans l'énoncé de son rôle et de sa mission, et d'en surveiller l'application; conseiller le ministre sur les questions intéressant le Ministère; donner une orientation générale aux programmes du Ministère; coordonner les activités et les projets du Ministère en matière de communications; fournir le soutien administratif requis au personnel du cabinet du ministre et du bureau du sous-ministre.

### 1 a) b) Traitement du ministre, cabinet du ministre et bureau du sous-ministre

Dépenses par poste secondaire	Dépenses réelles 1998-1999	Dépenses prévues 1998-1999	Ecart positif (négatif)	Note. expl.
	\$ FTE	\$	\$	
a) Traitement du ministre	26,1	1,00	26,3	(0,2)
b) Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre	369,3	7,00	371,8	(2,5) 1
Total des autres dépenses	395,4		398,1	(2,7)
Total des autres dépenses	112,1		76,5	35,6 2

#### Notes explicatives :

1. L'écart s'explique par un remaniement ministériel et par la réduction des frais de personnel du cabinet du ministre qui en a découlé.
2. L'écart est dû à l'augmentation des frais de transport, de publicité et de promotion des programmes, ainsi qu'aux frais imprévus relatifs à la participation du sous-ministre à la North Dakota Consensus Council Initiative on Red River Flood.

## **Services administratifs et financiers**

Le personnel des Services administratifs et financiers est composé de 15 employés qui assurent la prestation des services administratifs et financiers, la gestion des ressources humaines, le soutien informatique et l'exploitation de la Bibliothèque afin de veiller à la bonne utilisation des ressources du Ministère, à la mise en œuvre efficace des programmes et au respect des politiques et des procédures du Ministère.

Il lui incombe d'assurer la prestation des services financiers, à savoir : le traitement de toutes les recettes et les dépenses conformément aux exigences des lois, du Conseil du trésor et du Ministère; la préparation du budget; le traitement des avances comptables; la surveillance et le compte rendu des dépenses et la prévision des mouvements de trésorerie.

En outre, les Services offrent un soutien administratif pour la prestation des services suivants : coordination des véhicules, administration du stationnement, coordination des activités de gestion du répertoire central, du matériel de bureau et des dossiers, et traitement des demandes d'accès à l'information.

Les services de soutien informatique du Ministère comprennent : l'administration de la technologie de l'information, la planification, la gestion de projets, la planification des applications et le soutien opérationnel, la gestion et coordination des ressources externes en technologie de l'information et la coordination de la gestion du bureau électronique au sein du Ministère. Ces activités, dirigées depuis le bureau central de Winnipeg, desservent les bureaux régionaux dans 12 autres localités de la province.

Au cours de l'exercice 1998-1999, la Sous-section des services informatiques a apporté un soutien constant à quelque 170 utilisateurs d'ordinateurs répartis entre deux bureaux de Winnipeg et 12 bureaux régionaux. On a amorcé la recherche d'un système qui remplacerait le Système d'information géographique (SIG) et le Système d'information sur la gestion de l'environnement (SIGE). On a aussi entrepris la planification relative à la mise en place d'un système de gestion de l'information ministérielle.

Les fonctions d'Environnement Manitoba en matière de ressources humaines relèvent d'une section issue de la fusion des services de ressources humaines des ministères provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et du Développement rural. Cette section est chargée d'assurer de manière efficace et efficiente l'ensemble des fonctions relatives aux ressources humaines au sein de ces trois ministères. En ce qui concerne Environnement Manitoba précisément, la Sous-section de ressources humaines est chargée du recrutement et de la sélection, de la classification, de l'administration de la paie, des relations de travail, de la gestion du rendement, entre autres activités connexes aux ressources humaines. Elle apporte aussi son soutien à diverses initiatives telles que l'amélioration continue, le perfectionnement et la formation, et la planification des ressources humaines.

Pendant l'exercice 1998-1999, la Division a traité 3 800 demandes de paiement. Elle a préparé tous les documents nécessaires à la démarche complexe que constitue la préparation du budget annuel, ainsi que les renseignements supplémentaires pour l'étude de la législation. Elle a aussi rédigé divers rapports financiers pour Finances Manitoba, le Conseil du Trésor et la direction du Ministère. Elle a préparé diverses analyses budgétaires et des rapports sur les mouvements de trésorerie. Enfin, elle a exercé une surveillance permanente des recettes et des dépenses.

La Division a assuré la gestion des 33 véhicules du gouvernement ainsi que des nombreux locaux à bureaux, de tout le matériel et le mobilier de bureau, ainsi que des appareils de communication, et a aussi répondu aux besoins s'y rapportant.

Pendant l'exercice, la Division a répondu à 687 demandes de consultation de dossier. Il s'agissait de demandes d'information environnementale se rapportant à des transactions immobilières provenant de cabinets d'avocats, de sociétés d'experts-conseils et de particuliers.

La Division a reçu 12 demandes d'accès à des renseignements en vertu de la *Loi sur la liberté d'accès à l'information* au cours de l'exercice financier. Ces demandes visaient l'accès aux renseignements suivants :

- renseignements concernant la municipalité rurale de Taché;
- renseignements concernant l'usine de panneaux de particules;
- analyse chimique de l'eau potable acheminée par canalisation;

- analyse chimique des aliments déshydratés pour les porcs;
- renseignements concernant les élevages de porcs prévus ou existants;
- renseignements concernant les décharges des municipalités rurales;
- renseignements relatifs aux réservoirs de pétrole sur l'avenue Portage;
- renseignements relatifs au bassin d'épuration des eaux usées de la municipalité rurale de Hanover/village de Grunthal;
- renseignements relatifs à un entrepreneur qui fait des travaux pour la Province;
- renseignements relatifs à la dérivation de la Seine;
- renseignements relatifs à la qualité de l'eau de la Ville de Dauphin;
- renseignements relatifs à la Cross Lake Weir Remedial Control Structure;
- renseignements relatifs à Gateway Industries.

Il incombe également à la Division de préparer le rapport annuel du Ministère.

La Bibliothèque de l'Environnement/Environment Library a continué à offrir des services de bibliothèque au personnel d'Environnement Manitoba, d'Environnement Canada, du Conseil canadien des ministres de l'environnement, ainsi qu'à la population en général. La base de données de livres et de rapports de la Bibliothèque, ainsi que des titres d'autres bibliothèques d'Environnement Canada dans l'ouest du pays est maintenant disponible sur l'Internet à l'adresse suivante : [www.andornot.com/envcan](http://www.andornot.com/envcan).

En 1998-1999, le personnel de la Bibliothèque a répondu à 2 597 demandes d'information formulées par le personnel et le public, répondu à 547 demandes de prêts entre bibliothèques, traité 395 commandes de livres et de périodiques, catalogué 975 documents avec l'aide d'un catalogueur contractuel, expédié 379 tables des matières de revues au personnel régional dans le cadre d'un service de sensibilisation, et distribué 3 071 brochures et bulletins d'information. En outre, la Bibliothèque a continué à gérer le Registre public principal, elle a coordonné les publications du Ministère et renouvelé toutes les affiliations professionnelles du Ministère. On a constaté une augmentation sensible de l'usage public de la Bibliothèque. Au total, 765 personnes ne faisant pas partie du personnel ont visité la Bibliothèque au cours de l'exercice 1998-1999.

### **1 c) Services administratifs et financiers**

Dépenses par poste secondaire	Dépenses réelles 1998-1999	Dépenses prévues 1998-1999	Écart positif (négatif)	Note. expl.
	\$ FTE	\$	\$	
Total des salaires	599,2	15,00	684,6	(85,4) 1
Total des autres dépenses	286,7		303,6	(16,9) 2

#### **Notes explicatives :**

1. L'écart est dû aux vacances de poste et aux récupérations salariales associées à deux employés détachés.
2. L'écart s'explique surtout par les frais moins élevés que prévu pour le téléphone, les services postaux, les fournitures de bureau et les services professionnels, qu'a néanmoins contrebalancé le coût plus élevé que prévu des locaux et des dépenses d'informatique.

# **GESTION DE L'ENVIRONNEMENT**

## **SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE**

### **Résumé des activités**

La Division a pour objectif premier de veiller au bien-être des générations actuelles et futures de Manitobains et de Manitobaines en s'assurant qu'elles bénéficient d'un environnement public et d'un milieu naturel sains.

La Division comprend cinq bureaux régionaux situés à Brandon, The Pas, Winkler, Steinbach et Winnipeg, ainsi que huit bureaux auxiliaires dispersés dans l'ensemble de la province. Elle dispose d'un complément d'effectif de 85,50 années-personnes.

Le sous-ministre adjoint responsable de la surveillance environnementale veille à la gestion et à la coordination des activités de l'ensemble de la Division. Il est secondé par un adjoint administratif, un expert-conseil principal, un coordonnateur des projets spéciaux et agent de formation.

L'administration régionale et la mise en œuvre des programmes relèvent des directeurs régionaux qui reçoivent l'appui du personnel administratif et des agents de protection de l'environnement.

### **Activités régionales**

Le personnel régional (81,50 années-personnes) est responsable des services suivants :

- appliquer les règlements et administrer les autorisations qui en découlent, y compris examiner les demandes de permis et autoriser les projets dans la région réglementée par le Ministère conformément à la *Loi sur l'environnement*, la *Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses*, la *Loi concernant l'assainissement des lieux contaminés*, la *Loi sur les substances appauvrissant la couche d'ozone*, la *Loi sur la santé publique*, la *Loi sur la protection de la santé des non-fumeurs* et la *Loi sur la réduction du volume et de la production des déchets*;
- faire respecter les lois et règlements, y compris recevoir et analyser les données fournies par les titulaires de permis, faire des inspections (inspection régulière, inspection topique, vérification de l'observation des règlements, inspection en réponse à des plaintes et inspection par échantillonnage), imposer des contraventions, recueillir des preuves, intenter des procès et rendre des ordonnances;
- intervenir en cas d'urgence, y compris offrir un service d'intervention d'urgence jour et nuit, donner des conseils techniques, coordonner les programmes de formation locaux, assurer la gestion des activités d'assainissement et rendre des ordonnances;
- exercer une surveillance, y compris prélever des échantillons et assurer une bonne coordination du travail avec les scientifiques du bureau central et le personnel d'autres ministères;
- assurer la liaison avec la collectivité, notamment renseigner le public, organiser des activités locales ayant trait à l'environnement, répondre aux demandes de renseignements du public et définir les priorités locales en matière d'environnement.

### **Principaux points du programme de la Division**

#### **Déjections du bétail**

Le *Règlement sur la gestion des animaux morts et des déjections du bétail* (RM 42/98) est entré en vigueur le 30 mars 1998 aux fins d'inciter l'industrie de l'élevage à exercer ses activités d'une manière écologique qui réponde aux attentes du public et qui tire parti de la valeur du lisier comme engrais. On a formé une équipe de 14 personnes, dont des administrateurs, des ingénieurs de l'environnement expérimentés en construction d'installations d'entreposage de fumier, des agents de protection de l'environnement compétents en élevage, en inspection et en application de la réglementation, et des spécialistes en qualité des eaux de surface, des eaux souterraines et des sols. Cette équipe, chargée de

coordonner l'administration de la réglementation, a pour mandat de coordonner tous les problèmes et préoccupations ayant trait à la production du bétail au Manitoba et d'en établir les priorités, ainsi que d'offrir un programme cohérent dans toutes les régions de la province.

Tous les membres de l'équipe tiennent avant tout à acquérir une formation qui leur permette d'interpréter et d'appliquer le règlement de manière cohérente. Un autre objectif prioritaire consiste à assurer une liaison efficace avec les producteurs de bétail, les organismes cadres, les sociétés agricoles, les pouvoirs municipaux, les organismes gouvernementaux connexes, les particuliers intéressés et le grand public, et à leur communiquer les exigences réglementaires.

Au total, 115 permis de construction, de modification ou d'agrandissement des entrepôts de fumier ont été délivrés au cours de l'exercice, à raison de 91 pour des installations en terre, 12 en béton et 12 en acier. À l'instar des années précédentes, 47 p. 100 des permis ont été délivrés dans la région est d'Entre-les-Lacs, 25 p. 100 dans la région du Centre-Sud, 18 p. 100 dans la région des Parcs et de l'Ouest, et 10 p. 100 dans la région de Winnipeg. L'administration consiste entre autres à mener au moins trois inspections au cours des phases critiques de la construction de chaque installation d'entreposage du fumier; les installations de ce type qui ont été construites dans des régions écosensibles ont fait l'objet d'un nombre plus élevé d'inspections. L'administration consiste aussi à répondre aux plaintes et à faire enquête sur ces dernières, et à inspecter annuellement les activités d'élevage pour lesquelles des permis de construction d'installations d'entreposage du fumier ont été délivrés au cours des années précédentes.

#### **Les Viandes Maple Leaf**

La construction de l'usine ultra moderne de transformation des produits du porc, *Maple Leaf Meats Inc.*, dans la Ville de Brandon, est censée être achevée d'ici à l'automne de 1999. Un Comité technique consultatif a été mis sur pied pour gérer ce chantier, tout particulièrement en ce qui concerne le traitement des eaux. Ce Comité, qui rassemble des représentants de la Ville de Brandon, de l'Université de Brandon et de la Commission des services d'approvisionnement d'eau du Ministère, continue de se réunir.

#### **Lieux contaminés**

Au cours de 1998, on a continué d'officialiser la gestion de ces lieux au Manitoba. La ligne directrice, dite *Guideline for Environmental Site Investigations in Manitoba* et dont la rédaction a été achevée en juin, fournit de l'information et une orientation sur les méthodes et les protocoles qu'Environnement Manitoba juge acceptables pour l'inspection des lieux où la qualité des eaux souterraines, des eaux de surface, des sédiments ou du sol risque d'avoir été affectée par des contaminants à cause de l'exploitation passée ou présente de ce lieu. Un nombre approximatif de 1 700 lieux affectés par la contamination à un degré qui dépasse les normes prévues par les lignes directrices pour la qualité du sol établies en 1997 par le Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) continuent d'être l'objet d'interventions de la part du Ministère. Des sept lieux qui ont désignés comme contaminés en 1997, un seul a été complètement assaini, un autre est en cours d'assainissement, et les cinq autres font toujours l'objet d'une inspection en vertu des plans de gestion déposés au Ministère.

#### **Décontamination des emplacements de Domtar**

À Transcona, l'ancien emplacement de préservation du bois de Domtar a fait l'objet d'importants travaux d'assainissement en 1998. En avril 1998, le directeur a ordonné à Domtar de prendre les mesures d'assainissement nécessaire pour les produits chimiques servant à la préservation du bois sur ce terrain de 47 hectares. Cet ordre régit la décontamination sur les lieux mêmes et en dehors, et prévoit la surveillance et le maintien continu de travaux d'assainissement pour les 100 prochaines années.

Pendant la saison d'exploitation de 1998, on a excavé environ 35 000 mètres cubes de terre contaminée que l'on a déposés dans une cellule de confinement à sécurité maximale à l'emplacement de Domtar. Un autre terrain, d'environ six hectares, où le degré de pollution du sol est faible, a été recouvert d'une couche d'un mètre d'argile à faible perméabilité. Domtar a loué le terrain au Fort Whyte Centre for Nature Education qui l'aménagera en bioréserve et qui l'entretiendra. D'autres études ont été entreprises à l'automne de 1998 pour déterminer l'étendue de la contamination à l'extérieur de cet emplacement, et l'on a dressé les plans nécessaires, aux fins d'achever l'assainissement des lieux en 1999.

#### **Principales activités sur le plan régional -**

##### **Déclassement et désaffection d'installations minières**

La Division de la surveillance environnementale de la région du Nord, de concert avec le ministère des Ressources naturelles, continue d'accorder son soutien et sa participation active à l'initiative du ministère de l'Énergie et des Mines, qui consiste à élaborer une stratégie pour faire face aux conséquences des mines désaffectées ou abandonnées dans le nord du Manitoba. Parmi les terrains orphelins les plus préoccupants, citons les aires de résidus miniers de Lynn Lake, de Sherridon et de Fox Mine, la mine de

l'île Elk et du lac Gods, la concession de Baker Patton (région de Flin Flon) et le dépôt d'arsénopyrite concentrée de Snow Lake. En outre, cette région se prépare à la fermeture prévue en 1999 de plusieurs installations connexes aux activités minières dans la région de Lynn Lake. Ces installations comprennent la mine à ciel ouvert du lac Farley, la mine à ciel ouvert de Burnt Timber, la mine de Lynn Mill, la mine de MacLellan, et des parties de la mine de Fox Mine. Pour chacun de ces emplacements, on adoptera une démarche de gestion axée sur les risques qui consistera dans l'évaluation des lieux et dans la surveillance du respect des exigences faisant l'objet d'une réglementation.

### **Épidémie à South Indian Lake**

En mai 1998, le personnel de la région du Nord du Ministère a réagi à une épidémie de shigellose qui sévissait dans l'ensemble de la localité; cette infection bactérienne provoque une grave dysenterie. De janvier à septembre 1998, on a confirmé environ 103 cas, et soupçonné plusieurs autres cas dans la localité nordique de South Indian Lake (pop. 950).

Cette maladie frappe surtout les jeunes enfants, et peut avoir des effets débilitants, voire mortels. La shigellose est surtout associée à des conditions environnementales malsaines, quand il y a un manque d'hygiène ou quand les infrastructures municipales sont insuffisantes. Il est crucial d'empêcher la shigella de se propager, parce que la dose infectieuse est très basse et que la maladie se propage rapidement si l'on ne s'en occupe pas. Le personnel de la région du Nord faisait partie intégrante de l'équipe de gestion de l'épidémie de South Indian Lake qui rassemblait divers organismes locaux, provinciaux et fédéraux. Notre rôle a consisté à faire enquête et rapport sur plusieurs causes possibles de cette épidémie. L'enquête comportait un examen critique de l'hébergement, du surpeuplement, des réseaux municipaux et privés d'approvisionnement en eau, des réseaux de collecte et d'évacuation des eaux usées, de la gestion des déchets solides et d'autres aspects importants des conditions sanitaires générales, d'environnement, et d'hygiène au sein de la collectivité.

Cette épidémie fut une épreuve difficile. Toutefois, elle a entraîné plusieurs conséquences positives. Par exemple, la localité a depuis lors installé une usine moderne d'épuration des eaux, a construit de nouvelles toilettes, a mené une étude de faisabilité d'expansion du réseau d'aqueducs et d'égouts, et apporté des améliorations importantes à la décharge de déchets. En outre, cette situation a permis aux habitants de South Indian Lake de mieux comprendre comment empêcher la propagation de maladies transmissibles telles que la shigellose, la giardiasis et l'hépatite A.

De plus, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1999, la localité de South Indian Lake est la première communauté relevant des Affaires du Nord qui soit constituée en corporation. Ceci la dote d'un grand nombre des pouvoirs et responsabilités qui incombent aux municipalités. Grâce à cette mesure, elle sera plus à même dans l'avenir d'améliorer les conditions locales et de s'acheminer vers une plus grande autonomie à l'échelle locale.

### **Bassin de décantation de Setting Lake**

En 1998, on a sensiblement amélioré l'environnement dans la subdivision du lot 176 de Setting Lake, au sud de Thompson (Manitoba). On a achevé les travaux de construction d'un nouveau bassin de décantation qui est devenu opérationnel au cours de l'été 1998. Cette installation d'épuration reçoit toutes les eaux usées du lotissement de chalets qui sont transportées en camion. L'association des propriétaires de chalets de Setting Lake, de concert avec Environnement Manitoba, le ministère des Affaires indiennes et du Nord, le ministère des Ressources naturelles et Smook Brothers Ltd., a formé un comité technique consultatif chargé du bassin de décantation (Technical Advisory & Lagoon Committee) pour étudier les problèmes d'eaux usées et pour mettre en œuvre un plan d'aménagement d'un bassin de décantation. Ceci consistait entre autres à faire des propositions de financement, à mener une étude de justification des travaux, à exécuter la conception et la construction de ce bassin, à obtenir les permis nécessaires, et à déclasser l'ancienne fosse.

Comme Setting Lake est désigné zone sensible, ces aménagements contribueront à améliorer la qualité générale du lac à long terme, et à empêcher dans l'avenir toute détérioration de la qualité de l'eau dans cette localité. Ceci est un exemple probant de la collaboration de tous les détenteurs d'enjeux en vue d'atteindre un objectif environnemental précis, qui soit viable à l'échelle locale.

### **Déchets ménagers dangereux**

En 1998, le Ministère a octroyé le contrat de gestion du programme visant les déchets ménagers dangereux à Miller Environmental Corporation. Comme au cours des années précédentes, ce programme comportait plusieurs activités de collecte d'une journée dans des centres ruraux, outre les activités prévues le samedi sur les lieux mêmes de l'entreprise Miller à Winnipeg. Le programme de 1998 a consisté entre autres dans l'organisation d'activités rurales à dix endroits, et à 14 reprises dans les locaux de Winnipeg. Au cours de l'année, on a procédé au total à la collecte de 297 693 litres de déchets ménagers dangereux. À titre de comparaison, le programme de 1997 a comporté 34 activités et la

collecte de 445 000 litres de déchets. Cet écart s'explique surtout par le fait que le contrat de 1998 a été révisé en fonction du coût réel du programme et pour minimiser les risques de dépassement du coût.

Pour le prochain exercice, le programme des déchets ménagers dangereux fera l'objet d'un appel d'offres. Le contrat sera signé pour deux ans. On compte également mener des consultations auprès des détenteurs d'enjeux pour étudier diverses solutions d'un système de collecte des déchets ménagers dangereux qui soit plus accessible.

#### **Champignonnière K & G**

La champignonnière K & G, située au sud de Portage la Prairie, est en train de moderniser son exploitation après avoir fait l'objet de plaintes de la part de ses voisins pendant plusieurs années. L'agrandissement, qui se fera sur un terrain respectant les exigences environnementales, recourra à une technologie nouvelle pour tenter de résoudre les problèmes d'odeur et d'environnement. La société construira une usine de compostage de deux étages qui fera appel à une nouvelle technologie et qui comprendra une infrastructure qui réduira sensiblement les odeurs et qui tiendra compte des aspects environnementaux de la production de champignons.

Cette initiative est le fruit des efforts déployés pendant plusieurs années par un comité spécial présidé par le directeur de la société de développement économique de la région et composé de représentants de la direction de l'usine, de membres de la population locale et de ministères fédéraux et provinciaux, dont Environnement Manitoba.

Cette démarche originale a permis de régler des problèmes environnementaux et d'assurer la durabilité de la champignonnière dans l'avenir.

#### **Poursuite contre Petro-Canada**

Le 6 décembre 1996, Environnement Manitoba a eu connaissance d'un incident concernant des accumulations d'essence qui provenaient d'un puits témoin au poste d'essence Petro-Canada d'Oakbluff. Les émissions de vapeur étaient assez élevées pour que l'on interdise l'accès de l'édifice au public. On détermina la cause de la fuite, à savoir la perforation d'une canalisation de carburant, qui provoqua une perte totale de plus de 60 000 litres. Face à la gravité de la fuite, Environnement Manitoba a décidé d'entreprendre immédiatement une opération de nettoyage.

Environnement Manitoba a constaté au cours de son enquête que la société pétrolière Chad Enterprises, également connue sous le nom de Century Petroleum, avait perforé le tuyau souple avec une barre d'armature. Chad Enterprises a été accusée, en vertu de la *Loi sur l'environnement*, d'avoir mis en activité un système de réservoirs de stockage qui nécessitait des modifications sans faire au préalable les tests nécessaires et, en vertu de la *Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses (D12)* d'avoir omis de rapporter une fuite. Ladite société, qui a plaidé coupable aux deux accusations, a été tenue de payer 15 000 \$ au total.

Petro-Canada Inc., propriétaire des réservoirs souterrains de stockage de pétrole, a été accusée, en vertu de la *Loi sur l'environnement*, de mettre en activité un système de réservoirs de stockage qui nécessitait des modifications sans faire au préalable les tests nécessaires et d'avoir contaminé directement ou non le sol ou l'eau. Ladite société, qui a plaidé coupable aux deux accusations, a été tenue de payer 12 000 \$ au total.

Dalcam Inc., exploitant de réservoirs souterrains de stockage de pétrole, a été accusée, en vertu de la *Loi sur l'environnement*, d'avoir omis d'informer Environnement Manitoba de toute perte de produit, comme l'indiquent quatre pénuries consécutives dans ses registres d'inventaire, et d'avoir omis d'aviser immédiatement un agent de protection de l'environnement d'une fuite provenant d'un système de réservoirs de stockage. Ladite société a plaidé coupable aux deux accusations, a été tenue de payer 4 000 \$ au total.

#### **La qualité de l'air dans la région de Tilstion**

Un programme élargi d'amélioration de la qualité de l'air a été mis en œuvre dans la région de Tilstion. Deux remorques ont été installées dans la région nord de Tilstion, où l'on avait reçu des plaintes pour des problèmes éventuels de qualité de l'air. À partir des deux remorques, on observe et mesure continuellement le niveau dans l'environnement d'anhydride sulfureux et d'hydrogène sulfure. Le personnel d'Environnement Manitoba à Brandon et à Winnipeg a en permanence accès, par voie électronique, aux données recueillies dans les deux remorques. En outre, on préleve périodiquement des échantillons de composés organiques volatils (COV).

On a formé sur place un groupe consultatif communautaire (Community Advisory Group) aux fins de tirer parti des connaissances de la population locale sur la région et sur les problèmes locaux de qualité de

l'air. Les membres de ce groupe regroupent le préfet de la municipalité rurale d'Albert, des membres de la population locale, des représentants de Tundra Oil and Gas, ainsi que des porte-parole d'Énergie et Mines Manitoba, d'Environnement Manitoba et de Santé Manitoba.

#### **Assainissement de l'usine CXY Chemicals de Brandon**

En juin 1995, le Ministère a conclu un protocole d'entente avec CXY Chemicals à Brandon aux fins de tenter, avec cette société et la collectivité, d'éliminer la contamination qui sévissait depuis longtemps sur les lieux mêmes de l'entreprise à Brandon. Ce protocole d'entente avait pour objet d'instaurer un mécanisme qui permettrait à CXY Chemicals et à Environnement Manitoba de coopérer avec d'autres parties intéressées ou touchées par ce problème pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer un projet d'assainissement pour l'usine de Brandon qui donne des résultats satisfaisants.

Actuellement, CXY entreprend un assainissement échelonné de son usine, en collaboration avec le groupe consultatif communautaire.

#### **Statistiques sur le fonctionnement du programme :**

<b>PROGRAMME (EN VERTU DU MANDAT)</b>	<b>Nombre d'inspections</b>	<b>Suites données aux plaintes</b>
---	---------------------------------	--

#### **LOI SUR LA SANTÉ PUBLIQUE**

Etablissements de restauration	3 974	429
Services d'alimentation temporaires/saisonniers	632	23
Magasins d'alimentation au détail	571	118
Cantines mobiles	94	5
Usines de transformation des aliments	467	40
Usines non inspectées de transformation de la viande	67	4
Services publics d'eau	353	60
Lieux de baignade	801	23
Camps industriels et baraquements	27	9
Camps de loisirs	59	3
Services d'hébergement publics	110	16
Etablissements de soins	436	10
<b>Total</b>	<b>7 591</b>	<b>740</b>

#### **LOI SUR L'ENVIRONNEMENT**

Lieux d'élimination des déchets	660	52
Fermes d'élevage de bétail	804	143
Installations municipales pour eaux usées	386	17
Ferrailleurs et cimetières de voitures	45	3
Exploitations agricoles	21	3
Exploitations minières	30	4
Exploitations forestières	35	
Usines de fabrication et établissements industriels	211	14
Installations de loisirs	12	
Incinérateurs	30	2
Permis d'aménagement hydraulique / Autres permis accordés en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>	220	13
<b>Total</b>	<b>2 454</b>	<b>251</b>

**LOI SUR LA MANUTENTION ET LE TRANSPORT DES MARCHANDISES DANGEREUSES**

Entreposage des produits de pétrole	695	14
Entreposage des pesticides et contenants	149	22
Entreposage des BPC	4	1
Ammoniaque anhydre	103	2
Lieux d'élimination des déchets dangereux	302	42
Manutention et transport des déchets dangereux	141	6
Lieux contaminés	452	15
<b>Total</b>	<b>1 846</b>	<b>102</b>

**PROGRAMMES PONCTUELS**

Plans de lotissement et d'aménagement des terrains	1 276	43
Ordures	1 195	603
Terrains de camping	3	1
Habitations et immeubles	1 215	833
Services privés d'approvisionnement en eau	378	68
Conditions insalubres	269	158
Maladies contagieuses - Enquêtes	119	103
Installations privées d'élimination des eaux usées	867	171
Autres (résidus de culture, réduction et élimination des déchets, <i>Loi sur la protection de la santé des non-fumeurs</i> )	496	44
<b>Total</b>	<b>5 818</b>	<b>2 024</b>
<b>Total général</b>	<b>17 689</b>	<b>3 117</b>

**Formation et perfectionnement**

Au cours de l'exercice, la Division de la gestion de l'environnement a donné des séances de formation du personnel ou y a pris part. En 1998-1999, on a offert entre autres une formation dans le cadre des activités suivantes : séminaire de formation technique en environnement du Manitoba (Manitoba Environment Training Seminar ou METS), séminaire de l'Institut canadien des inspecteurs en hygiène publique (CIPHI), école et séminaire sur l'eau et les eaux usées du Manitoba, séances de formation relatives à l'organisation de mesures d'urgence, à l'information publique en situation d'urgence, à la gestion des mesures d'urgence et à la gestion des lieux d'un sinistre à Amprior (Ontario).

L'exercice 1998-1999 a été surtout marqué par le troisième séminaire annuel de formation technique en environnement (METS), qui a eu lieu en novembre 1998 et auquel ont assisté 92 membres du personnel. Ce séminaire a pour but de renforcer la formation technique et de faciliter la communication entre tous les membres du personnel. Des exposés didactiques ont été donnés sur de nombreux sujets, dont les orientations stratégiques, les priorités en matière de salubrité de l'environnement et l'alimentation en eau potable du Manitoba. Les ateliers qui se sont déroulés tout au long de ce séminaire d'une journée et demie portaient sur les sujets suivants : fosses septiques avec bassin d'épandage, démonstration de la récupération des substances appauvrissant la couche d'ozone, dépôt d'huiles usées, efficience de l'eau et exigences en matière de sécurité au travail. Le discours-programme, qui portait sur « l'inondation de 1997 », a été prononcé par M. Larry Whitney, de Ressources naturelles Manitoba. Ce séminaire a entre autres permis au personnel du Ministère de rencontrer et de connaître d'autres employés, d'échanger de l'information et de nouer des liens de communication avec des collègues et, enfin, de mettre le personnel au courant des méthodes et technologies nouvelles.

En juin 1998, seize agents de protection de l'environnement ont participé à la séance de formation d'une semaine destinée aux enquêteurs chargés du respect de la législation canadienne donnée par la GRC à Regina, en Saskatchewan. Parmi les sujets abordés, mentionnons la communication, la collecte d'information, les techniques d'entrevue, les témoignages en cour, les déclarations des témoins et les dossiers d'audience. Tous les participants se sont déclarés satisfaits des animateurs, du contenu du cours, des installations et de l'hébergement.

### **Application des lois et règlements**

Le Ministère a établi une politique et une procédure d'application des lois et règlements qui valent pour toute la province et qui mettent l'accent sur le respect de la loi. Outre le sommaire statistique qui figure dans le présent rapport, un rapport plus détaillé des activités du Ministère relatives à l'application des lois et des règlements est disponible dans les Registres publics qui sont répartis dans l'ensemble de la province et sur la page Web du Ministère à l'adresse suivante : [www.gov.mb.ca/env](http://www.gov.mb.ca/env).

### **Statistiques relatives à l'application des lois et des règlements pour l'exercice financier 1998-1999**

Lois	Accusations portées	Déclaration de culpabilité	Avertissements officiels	Ordres du directeur ou de l'agent administratif	Amendes
<i>Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses</i>	90	90	33	9	26 777,00 \$
<i>Loi sur l'environnement</i>	59	51	244	27	51 081,00 \$
<i>Loi sur la protection de la santé des non-fumeurs</i>	1	1	1		74,00 \$
<i>Loi concernant l'assainissement des lieux contaminés</i>				5	
<i>Loi sur les substances appauvrisant la couche d'ozone</i>	2				En instance
<i>Loi sur la santé publique</i>	11	10	64	7	2 741,00 \$
Règlements municipaux	2	1	34		120,00 \$
<b>TOTAUX</b>	<b>165</b>	<b>153</b>	<b>376</b>	<b>48</b>	<b>80 793,00 \$</b>

### **Accidents écologiques**

Nombre total d'appels reçus	429
Nombre total d'accidents signalés	282

### **Répartition par type d'accident :**

transport	65
déversement lors de la manutention	48
défectuosité de l'équipement	94
divers	74

### **Répartition selon la classification des marchandises dangereuses (le cas échéant) :**

Classe 1 (explosifs)	1
Classe 2 (gaz comprimé)	43
Classe 3 (liquides inflammables)	114
Classe 4 (solides inflammables)	3
Classe 5 (agents oxydants et peroxydes organiques)	1
Classe 6.1 (produits toxiques)	5
Classe 6.2 (substances infectieuses)	0
Classe 7 (produits radioactifs)	2
Classe 8 (produits corrosifs)	9
Classe 9 (divers)	18

## 2 a) Surveillance environnementale

Dépenses par poste secondaire	Dépenses réelles 1998-1999	Dépenses prévues 1998-1999	Écart positif (négatif)	Note explic.
	\$ AP	\$	\$	
Total des salaires	4 238,5	85,50	4 424,1	(185,6) 1
Autres dépenses :				
- Fonctionnement	1 205,5		1 223,8	(18,3) 2
- Subventions	0,9		0,9	
Total des autres dépenses	1 206,4		1 224,7	(18,3)

### Explication :

1. L'écart est dû aux vacances de postes, ainsi qu'à la non-utilisation des fonds destinés aux indemnités de départ et aux vacances payées à la fin de l'emploi.

2. L'écart s'explique par l'arrivée du logiciel MELODI avant la fin de l'exercice.

## **Gestion de l'environnement**

La Division de la gestion de l'environnement veille à communiquer au public et aux décideurs des renseignements fiables et actuels relatifs aux conséquences sur l'écosystème. Elle s'assure également de la mise en place des mécanismes de contrôle juridique adéquats pour éviter de perturber l'écosystème et pour assurer la pérennité de l'environnement. Pour ce faire, la Division offre les services suivants :

- surveillance de l'environnement;
- élaboration de lignes directrices et d'objectifs;
- production et diffusion de matériel éducatif et de renseignements sur l'environnement, y compris le *Rapport sur l'état de l'environnement*;
- évaluation des incidences environnementales des projets et mise en place de mécanismes de contrôle juridiques;
- protection ou amélioration de la qualité de l'environnement et remise en état des zones perturbées;
- promotion de la réduction des déchets et de la prévention de la pollution;
- encouragement à appliquer les techniques et les méthodes de prévention de la pollution.

La Division a à cœur d'offrir des services de qualité, ce qui nécessite la connaissance des besoins de la clientèle et la poursuite de l'excellence dans la satisfaction de ces besoins. La Division révise et optimise constamment la façon dont elle s'acquitte de ses responsabilités envers sa clientèle.

### **Comme organisme de réglementation, la Division :**

- délivre des licences, des permis et des ordonnances;
- veille à l'administration et à l'application de la législation.

### **Comme organisme scientifique et experte technique, la Division :**

- élabore, établit et applique les lignes directrices et les objectifs;
- surveille l'environnement récepteur;
- mène des enquêtes et des études;
- prévoit les incidences environnementales possibles;
- recommande les solutions qui s'imposent.

### **Comme chef de file, la Division :**

- donne une orientation;
- favorise la collaboration et la formation de partenariats;
- encourage, guide et appuie les efforts de mise en valeur et de remise en état de l'environnement.

### **Comme éducatrice et communicatrice, la Division :**

- prend l'initiative d'éduquer la population et de la sensibiliser davantage aux questions environnementales, ainsi qu'aux programmes et aux méthodes du Ministère;
- diffuse de l'information sur l'état de l'environnement au Manitoba;
- assure des communications efficaces;
- éduque;
- s'assure que les parties intéressées participent à la prise des décisions en matière de gestion de l'environnement.

La Division de la gestion de l'environnement est composée de trois directions : Direction de la qualité de l'environnement, Direction des autorisations environnementales et Direction de la prévention de la pollution. Le complément d'effectif totalise 50,25 années-personnes.

## **DIRECTION DE LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT**

L'objectif visé par la Direction de la qualité de l'environnement est d'évaluer l'état de l'environnement au Manitoba, de surveiller les modifications de l'environnement, de promouvoir l'adoption de normes visant à maintenir sa qualité, et d'encourager la remise en état des zones perturbées.

La Direction de la qualité de l'environnement, qui a un complément d'effectif de 18 années-personnes dûment formées (baccalauréat, maîtrise, doctorat) en génie, chimie, foresterie, biologie et sciences de l'environnement, maintient des réseaux de surveillance du milieu ambiant afin de définir la qualité de l'environnement au Manitoba et d'assurer la production des bases de connaissances scientifiques nécessaires à la gestion des questions environnementales. La Direction offre des services de consultation, mène des études environnementales axées sur l'examen d'une question particulière, travaille étroitement avec les parties intéressées et les groupes d'intérêt locaux, élabore les lignes directrices et les objectifs relatifs à la qualité de l'air, de l'eau et du milieu terrestre, dirige la participation du Ministère à l'élaboration d'indicateurs provinciaux de durabilité et le rapport provincial sur la durabilité, assure la liaison avec le milieu de l'enseignement et diffuse des renseignements sur l'environnement, notamment les rapports sur l'état de l'environnement. La Direction doit entre autres prévoir les conséquences possibles des projets de développement proposés sur la qualité de l'environnement et communiquer l'information rétroactive et les renseignements généraux à la Direction des autorisations environnementales. Ce lien entre la Direction des autorisations environnementales et la Direction de la qualité de l'environnement est essentiel au Ministère dans l'exécution de ses fonctions d'attribution des autorisations et des permis.

La Direction comporte quatre volets :

- gestion de la qualité de l'eau
- gestion de la qualité de l'air
- gestion de la qualité du milieu terrestre
- préparation des rapports sur l'état de l'environnement

La Direction a pour responsabilité principale :

- d'apporter un soutien scientifique et technique, une orientation, de l'information et des conseils à la clientèle interne et externe;
- de mener des activités de surveillance de l'air ambiant pour appuyer la prise de décisions environnementales éclairées;
- de recueillir de l'information en vue d'aider la Direction à résoudre des problèmes de santé publique se rattachant à l'environnement;
- d'évaluer si les projets de développement portés à l'attention de la Direction sont viables;
- de s'assurer de la participation à des ententes portant sur des questions transfrontalières qui pourraient porter atteinte à la qualité de l'environnement du Manitoba;
- de veiller à ce que les objectifs et les lignes directrices concernant l'air ambiant soient mis en place pour encourager la protection proactive de la qualité de l'environnement au Manitoba;
- de veiller à ce que les politiques et la législation protègent la qualité de l'environnement au Manitoba;
- de fournir au public de l'information exacte et accessible sur la qualité de l'environnement;
- de veiller à ce que la détérioration de la qualité de l'environnement soit réduite au minimum ou évitée pendant les catastrophes environnementales, et que l'on empêche que de telles catastrophes ne se reproduisent;
- de veiller à ce que soient satisfaits les besoins du Manitoba en recherche appliquée lorsque les occasions se présentent au Manitoba, au Canada ou à l'étranger;
- de veiller à ce que le Ministère prodigue des avis portant sur la prévention de la pollution et la protection proactive plutôt que sur des mesures de correction réactives.

La Direction rend compte de l'état de l'environnement au Manitoba et élabore des objectifs, des lignes directrices et des normes pour assurer la qualité de l'environnement dans la province. En outre, la Direction est chargée d'élaborer puis de mettre en œuvre d'un réseau de gestion et de diffusion de l'information à l'échelle du Ministère, et contribue au maintien d'un programme d'assurance de la qualité pour le Ministère.

La Direction définit, évalue et surveille la qualité de l'environnement, et encourage les travaux d'amélioration et de remise en état. Elle est chargée entre autres de définir la capacité de l'environnement (air, eau, milieu terrestre) à supporter les activités humaines et de faire comprendre la structure et la fonction des écosystèmes naturels.

## Gestion de la qualité de l'eau

### Objectif

La Section de la gestion de la qualité de l'eau a pour dessein d'offrir les services qui appuient la mission du Ministère de protéger, de protéger et de restaurer la qualité des écosystèmes aquatiques au Manitoba en appliquant les principes et politiques du développement durable et en assurant une gestion novatrice des risques.

### Aperçu des activités

La Section participe à diverses activités visant à atteindre ces objectifs.

- Elle exploite un réseau de surveillance automatique de l'air ambiant dans les principaux cours d'eau et lacs du Manitoba, y compris le lac Shoal, la source d'approvisionnement en eau de Winnipeg, d'autres sources d'approvisionnement municipal en eau brute et de nombreuses plages de plaisance. La surveillance de l'air ambiant est assurée par des bénévoles, des organisations non gouvernementales telles que les districts de conservation, ainsi que par le personnel de la Division de la surveillance environnementale.
- Elle mène des études sur la qualité de l'eau propre à un site particulier et axées sur l'examen d'une question particulière. Ces études sont généralement menées par un échantillonnage intensif d'une région au cours d'une courte période pour tenter de régler un problème précis. Ces études ont pour but d'évaluer des problèmes ayant trait, entre autres, aux effets des sources ponctuelles ou non ponctuelles causés entre autres par l'agriculture, l'exploitation minière ou forestière et les déversements municipaux.
- Elle collabore avec l'industrie et les organismes gouvernementaux, entre autres, pour améliorer la qualité de l'eau et la protéger des incidences reliées à la diversification de l'agriculture au Manitoba.
- Elle apporte son soutien et participe à des études scientifiques visant à mieux comprendre les conséquences des perturbations de la structure et de la fonction de l'écosystème engendrées par l'homme.
- Elle élaboré et recommande des lignes directrices et des objectifs concernant la qualité de l'eau afin de protéger la qualité de l'eau au Manitoba.
- Elle apporte un soutien technique et scientifique au Ministère, à d'autres organismes gouvernementaux, à la Commission de protection de l'environnement ainsi qu'à d'autres parties.
- Elle collabore avec les autorités des provinces voisines afin d'empêcher que la qualité de l'eau au Manitoba ne soit altérée par des projets de développement en amont. Ce travail de collaboration comporte la participation à diverses commissions mixtes internationales, à la Régie des eaux des provinces des Prairies, et à divers comités et groupes de travail interprovinciaux.
- Elle règle des problèmes de pollution de source non ponctuelle en créant des partenariats de coopération avec, entre autres, des bénévoles et des représentants municipaux.
- Elle éduque les bénévoles et les groupes de citoyens dans le domaine de la qualité de l'eau afin de sensibiliser davantage le public et de permettre la gérance locale. Les activités éducatives revêtent des formes variées, notamment des exposés et la préparation de courts articles non techniques pour des bulletins, selon les besoins du public, ou des documents complets et diffusés en grand nombre tels que la récente publication intitulée *Guide manitobain de l'eau pure*.

- Elle examine et commente les projets reçus en vertu de la *Loi sur l'environnement* et la *Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses*.
- Elle joue un rôle de premier plan dans plusieurs domaines de la protection de l'écosystème aquatique, y compris la qualité de l'eau. Ce rôle englobe la participation aux activités de comités locaux, provinciaux, régionaux, nationaux, bilatéraux et internationaux ayant pour but de s'attaquer à des questions précises, de coordonner les actions, etc.
- Elle administre l'Accord Canada-Manitoba sur le contrôle de la qualité de l'eau.
- Elle élabore et met en œuvre une stratégie proactive de coopération pour empêcher l'invasion des moules zébrées et d'autres espèces aquatiques non indigènes.
- Elle contribue à la préparation du *Rapport sur l'état de l'environnement*, notamment à l'exploitation d'un nombre minimal de stations de surveillance de l'air ambiant à l'intérieur des diverses écozones du Manitoba, à la mise à jour de la base de données, et à l'intégration des instruments de production de rapports et de contrôle du niveau de l'écosystème et de la collectivité aux fins de fournir de l'information sur les indicateurs de viabilité.

Elle gère l'acquisition de services analytiques de laboratoire permanents et de qualité supérieure, pour répondre aux besoins du Ministère.

- Elle gère les données relatives à la qualité de l'eau dans le cadre d'un système sûr et convivial qui répond aux besoins complexes et constants de la Section, du Ministère, ainsi que des clients et partenaires.
- Elle contribue aux activités d'Environnement Manitoba, d'Environnement Canada et du CCME aux fins d'instaurer une culture d'entreprise saine.

#### **Initiatives visant tout particulièrement à surmonter les difficultés actuelles et prévisibles sur le plan de la qualité de l'eau au Manitoba**

Afin de s'assurer que la Section de la gestion de la qualité de l'eau continue à résoudre les difficultés actuelles et prévisibles sur le plan de la qualité de l'eau au Manitoba, on a décidé de privilégier dans un avenir immédiat les domaines suivants :

#### **Études et évaluations portant sur l'expansion du secteur de l'élevage au Manitoba**

L'expansion du secteur de l'élevage risque de menacer la qualité des ressources hydriques au Manitoba. On s'efforce tout particulièrement de mieux comprendre les effets de l'élimination des déjections du bétail sur la qualité de l'eau, les effets du libre accès du bétail aux terrains riverains, et les effets sur la qualité de l'eau près des aires d'attente.

#### **Études et évaluations relatives à l'expansion du secteur agricole du Manitoba dans le domaine de la production végétale (notamment l'irrigation, la transformation des produits alimentaires, les méthodes de culture et la diversification des cultures)**

La diversification de l'agriculture au Manitoba peut également produire des effets sur la qualité de l'eau reliés à l'irrigation, à la transformation des produits alimentaires, aux méthodes de récolte, etc. On s'efforce tout particulièrement de mieux comprendre ce type de problème et de collaborer avec d'autres organismes gouvernementaux et avec le secteur agricole pour modifier ces pratiques au besoin.

#### **Activités communautaires de bénévoles relatives à la qualité de l'eau**

On recourt souvent à la formation de partenariats spontanés pour régler les problèmes sur le plan de la qualité de l'eau. Ces partenariats se créent par exemple avec des associations bénévoles de propriétaires de chalets, des groupes de gestion des lacs et cours d'eau, des organisations non gouvernementales telles que les districts de conservation, les districts municipaux et les districts locaux, entre autres. On insiste davantage sur la création de partenariats pour obtenir de l'information sur la qualité de l'eau et pour élaborer des formules de coopération à l'échelle d'un bassin en vue de protéger, de maintenir ou de restaurer la qualité de l'eau.

## **Initiatives visant la protection du réseau de distribution d'eau domestique**

La Section de la gestion de la qualité de l'eau s'efforcera davantage de fournir aux administrations municipales et aux populations rurales de l'information sur les activités de protection des sources hydriques pour l'approvisionnement en eau des régions rurales. L'objectif consistera à minimiser les effets sur la qualité de l'eau des algues toxiques, du *giardia* et de la *cryptosporidie*, par exemple, dans le cadre de programmes de protection des sources hydriques.

## **Contrôle de la qualité de l'eau pour mesurer les progrès réalisés sur la voie du développement durable**

La Section de la gestion de la qualité de l'eau exploite de 40 à 50 stations de contrôle à long terme de la qualité de l'eau au Manitoba; la fréquence des collectes varie d'une station à l'autre. Les échantillons sont analysés pour y détecter la présence éventuelle d'un vaste éventail de matières, telles que des bactéries, des éléments nutritifs pour les végétaux, les principaux ions, des oligo-éléments et des pesticides, ainsi que pour examiner la composition chimique générale. Depuis 1995, un grand nombre des stations de surveillance de petits cours d'eau dans le sud et le centre du Manitoba ont été échantillonnées pour y détecter l'éventuelle présence de collectivités d'invertébrés aquatiques, afin de mieux évaluer la salubrité de l'environnement. Cette activité fournit l'information nécessaire pour déterminer la capacité d'assimilation, ainsi que les effets résultant des principaux déversements industriels ou municipaux, pour retracer l'amélioration ou la détérioration de la qualité de l'eau au fil du temps, pour présenter un survol de la qualité de l'eau nécessaire à la préparation du *Rapport sur l'état de l'environnement*, etc.

Ces travaux se poursuivront par la voie du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) aux fins d'établir un indice national de la qualité de l'eau. En outre, d'autres indices de viabilité de la qualité de l'eau seront évalués et élaborés pour le Manitoba, tels qu'un indice d'intégrité biotique.

Le contrôle automatique de l'air ambiant se fait également au lac Shoal, la source d'eau potable de la Ville de Winnipeg. En outre, pendant les vacances estivales, on surveille de 20 à 30 plages surtout pour y détecter la présence éventuelle de bactéries de coliformes fécaux.

## **Lignes directrices, normes et objectifs concernant la qualité de l'eau**

Les Objectifs en matière de qualité des eaux de surface du Manitoba, dont la dernière publication remonte à 1988, font actuellement l'objet d'un examen. Cet examen permettra de vérifier que les objectifs reflètent les connaissances scientifiques actuelles et que les méthodes de mise en œuvre administrative sont bien étayées. Le document révisé décrira également le mécanisme de mise en œuvre pour harmoniser de manière explicite les objectifs de la qualité de l'eau propres au Manitoba avec les lignes directrices du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) en ce qui concerne la qualité de l'eau, et avec n'importe quelle autre norme de la qualité de l'eau qui pourrait être élaborée en vertu du projet d'Accord pancanadien sur l'harmonisation environnementale du CCME. En 1999-2000, les révisions proposées seront soumises à un examen du grand public.

## **Potentiel d'épuration des eaux usées en milieu humide et questions se rapportant aux éléments nutritifs au Manitoba**

Les terres humides sont de plus en plus utilisées pour contribuer à assimiler les déchets liquides provenant de source municipale et agricole. On s'efforce de mieux comprendre le potentiel d'utilisation des terres humides à cette fin au Manitoba sans intégrer leurs nombreuses valeurs inhérentes ou leur intégrité en tant qu'habitat pour un grand nombre d'espèces de vie aquatique et semi-aquatique.

Un problème majeur de qualité de l'eau dans l'écozone des Prairies et des Plaines boréales du Manitoba a trait à l'enrichissement des corps aquatiques par les éléments nutritifs tels que le phosphore et l'azote. On se penchera davantage sur ce problème en vue d'élaborer une stratégie globale de gestion qui portera sur l'enrichissement artificiel des cours d'eau des Prairies du Manitoba. Ceci pourrait comporter l'élaboration d'un objectif plus adéquat concernant la qualité de l'eau pour le phosphore, peut-être de pair avec des méthodes de contrôle pratiques.

## **Études et rapport sur les unités de bassins**

On s'efforcera davantage d'évaluer la qualité de l'eau dans les petites unités de bassins versants. Quoiqu'un grand nombre d'évaluations déjà entreprises par la Section de la gestion de la qualité de l'eau aient adopté cette approche, on a décidé d'insister davantage sur la gestion des bassins et sur la présentation d'informations relatives à l'ensemble du bassin. On tentera d'acquérir l'expertise nécessaire

en modélisation de la qualité de l'eau au sein de la Section pour aider le Ministère à entreprendre des études sur la qualité de l'eau et sur sa capacité d'assimilation des déchets, ainsi que des initiatives concernant la répartition de la quantité d'eaux usées autorisée dans les bassins prioritaires ou les segments des cours d'eau.

#### **Questions transfrontalières de qualité de l'eau**

En raison de la position géographique du Manitoba, soit dans la partie inférieure du bassin de drainage de la baie d'Hudson, plus de 70 p. 100 de nos eaux de surface proviennent de l'extérieur de la province. On poursuivra les travaux habituels avec le Comité de la qualité de l'eau de la Régie des eaux des provinces des Prairies, avec le Groupe de travail chargé de l'entente bilatérale sur la qualité de l'eau de la rivière Souris, avec le Conseil international de lutte contre la pollution de la rivière Rouge, et avec le Groupe de travail chargé de l'entente tripartite concernant le lac Shoal. Il faudra s'employer davantage à suivre l'évolution des travaux d'aménagement hydraulique au Dakota du Nord et au Minnesota et à y réagir en conséquence (ex. : travaux d'approvisionnement en eau de la région du Nord-Ouest, déversoir d'urgence du lac Devils, projet de loi concernant les ressources hydriques du Dakota (loi Garrison révisée)). On continuera de déployer des efforts considérables dans les travaux du Groupe de travail international chargé du bassin de la rivière Rouge.

Au cours de l'exercice 1999-2000, la Section de la gestion de la qualité de l'eau dirigera la délégation manitobaine qui contribuera à l'élaboration d'un plan de gestion du bassin du lac Shoal. Parmi les membres de cette délégation, citons les cinq Premières nations du lac Shoal, le Canada et l'Ontario.

#### **Qualité des eaux souterraines**

Il s'avère de plus en plus nécessaire d'acquérir de l'expertise en hydrogéologie et en hydrogéo chimie des eaux souterraines pour répondre aux besoins du Ministère. Ces besoins consistent à mettre à jour la liste des zones qui présentent actuellement des dangers de pollution des eaux souterraines, à donner des avis d'experts sur des projets qui risquent de porter atteinte aux eaux souterraines, à participer aux études sur la qualité de l'eau visant à mieux comprendre les effets de la diversification agricole dans des domaines ayant trait à l'élimination du fumier, à l'irrigation, aux méthodes de culture, etc., à élaborer une stratégie de protection de la qualité des eaux souterraines, et à définir les besoins d'observation ou d'évaluation.

#### **Surmonter les difficultés actuelles de la Section**

La Section de la gestion de la qualité de l'eau continuera à tenter de surmonter les difficultés auxquelles elle se heurte actuellement et qui risquent de nuire à son rendement ou à la qualité de ses résultats concrets. On s'attaquera tout particulièrement aux aspects suivants :

- évaluer et mettre à jour le système actuel de gestion des données relatives à la qualité de l'eau pour satisfaire, de manière rentable, les besoins actuels et futurs en gestion des données;
- collaborer avec d'autres entités d'Environnement Manitoba, d'Environnement Canada et du CCME pour assurer une culture d'entreprise saine;
- améliorer la gestion des ententes visant la production de données et services analytiques complexes et de qualité supérieure pour répondre aux besoins du Ministère;
- continuer de veiller à ce que la formation et le perfectionnement du personnel suffisent pour répondre aux besoins complexes, tant actuels que futurs, du Ministère sur le plan technique, scientifique et de la gestion.

#### **Le personnel de la Section de la gestion de la qualité de l'eau**

La Section de la gestion de la qualité de l'eau compte sept spécialistes à plein temps et un spécialiste à temps partiel de la qualité de l'eau.

#### **Principales réalisations – Exercice financier 1998-1999**

ACTIVITÉS	1998-1999
Contrôle de la qualité de l'eau et études	
Contrôle automatique de la qualité des eaux de surface dans les stations pour vérifier la composition chimique de l'eau	57
Contrôle automatique de la qualité des eaux de surface dans les stations pour vérifier les indicateurs de santé biologique	28

<b>Sations de surveillance biologique en service</b>	<b>1</b>
Coordination des stations de surveillance de la qualité de l'eau dont le fonctionnement est assuré par des bénévoles	143
Coordination du prélèvement d'échantillons d'eau non traitée, assuré par des bénévoles, pour vérifier la présence d'algues toxiques	22
Études localisées et axées sur une question	28
Surveillance coordonnée des plages publiques	40
<b>Rapports, exposés, revues scientifiques, enquêtes, etc.</b>	
Préparation ou contribution à la préparation de rapports techniques et non techniques	22
Préparation de brochures	3
Exposés portant sur des questions reliées à la qualité de l'eau	24
Rédaction d'articles de journaux et de bulletins	15
Entrevues accordées aux médias	21
Demandes de données sur la qualité de l'eau auxquelles on a répondu	105
Coordination entre autres d'ateliers et d'expositions publiques sur la qualité de l'eau ou participation à ce genre d'activités	19
Réponses aux questions sur la qualité de l'eau soulevées par le grand public, par d'autres organismes gouvernementaux, par des sociétés d'experts-conseils, etc.	2263
Examen et commentaires relatifs aux projets proposés en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i> et de la <i>Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses</i> , ainsi que d'autres documents présentés aux fins d'examen scientifique	210
Activités favorables à une culture d'entreprise saine au sein d'Environnement Manitoba (ex. : Wellness and Green Commuting Committee, etc.)	7

En 1998-1999, la Section a préparé les rapports techniques suivants :

- Qualité de l'eau dans l'approvisionnement en eau de surface des exploitations agricoles et dans les plans d'eau utilisés à des fins récréatives dans le sud-ouest du Manitoba : Résultats du prélèvement d'échantillons de 1995. Rapport d'Environnement Manitoba n° 98-05.
- Les algues bleues et la microcystine LR dans l'approvisionnement en eau de surface du sud-ouest du Manitoba. Rapport d'Environnement Manitoba n° 98-06.
- Étude, évaluation des risques de la santé et rapport d'évaluation de la CSO pour la Ville de Winnipeg.
- Surveillance environnementale de l'aquifère du delta de l'Assiniboine. Pratiques agricoles et qualité de l'eau, 1994 – 1997 (version définitive).
- Programme de contrôle par des bénévoles de la qualité de l'eau d'Environnement Manitoba (ébauche amorcée).
- Comparaison de l'ensemble des métaux dissous et extractibles aux points de surveillance automatique de la qualité de l'eau au Manitoba (d'octobre 1997 à avril 1998).
- Rapport sur le phytoplancton dans le lac Shoal (première ébauche achevée).
- Étude de la foresterie et des sédiments de la Mitishko (première ébauche achevée).
- Qualité de l'eau des petits cours d'eau dans le District de conservation du bassin versant de Souris de l'ouest (ébauche).
- Qualité de l'eau des lacs Paint et Liz.
- Qualité de l'eau dans le bassin versant de la Whitemud : 1996 - 1998 (ébauche).
- Qualité de l'eau à Cooks Creek (ébauche).
- Rédaction de rapports sommaires sur la qualité de l'eau dans les rivières Seal, Hayes et Bloodvein.
- Réécriture du rapport préliminaire sur la surveillance environnementale du CDMC.
- Qualité de l'eau de la région de Lac du Bonnet, 1997 à 1998.
- Qualité de l'eau de Point du Bois, 1998.
- Qualité de l'eau de la rivière Roseau, 1996 à 1998.
- Évaluation des incidences aquatiques - résidus miniers de Lynn Lake, 1998.
- Évaluation de la qualité de l'eau du lac Rusty, 1998.
- Étude sur les eaux de ruissellement contenant du fumier dans le bassin versant de South Tobacco Creek.
- Sommaire de la qualité de l'eau dans la Brokenhead, 1998.
- Préparation de révisions majeures pour les Objectifs en matière de qualité des eaux de surface du Manitoba.

Au cours de 1998-1999, on a préparé des brochures sur les sujets suivants :

- Qualité de l'eau dans les régions rurales – algues toxiques.
- Qualité de l'eau de Pipestone Creek (ébauche).
- Mise à jour de la brochure sur les moules zébrées.

En 1998-1999, la Section de la gestion de la qualité de l'eau n'a ménagé aucun effort pour s'occuper de toutes les questions liées à la qualité de l'eau soulevées à la suite de l'inondation de la vallée de la rivière Rouge en 1997. Après l'inondation, les représentants de la Section ont été nommés au sein du groupe de travail international de la CMI chargé d'étudier certaines questions liées à l'inondation et de faire rapport au gouvernement sur la façon d'éviter ou de réduire les dommages dans l'avenir.

Des progrès marquants ont été faits sur le plan de la compréhension des effets éventuels sur la qualité de l'eau de l'expansion et de la diversification du secteur agricole au Manitoba.

Comme au cours des années précédentes, la Section a présenté plus de 20 exposés sur la qualité de l'eau à différents groupes.

La Section a continué de participer activement aux activités d'envergure nationale (travaux du groupe de travail du CCME chargé d'étudier les lignes directrices concernant la qualité de l'eau), interprovinciale (travaux du comité chargé de l'étude de la qualité de l'eau par la Régie des eaux des provinces des Prairies) et internationale (travaux au sein des différents conseils ou groupes de travail de la CMI).

Voici d'autres activités menées par la Section en 1998-1999 :

- juge à une foire scientifique, Division scolaire de River East;
- hôte du Sixième atelier sur la gérance de Urban River, Bunn's Creek, juin 1998;
- mise à jour des géoréférences de la station de surveillance de la qualité de l'eau à l'aide de cartes à l'échelle 1:50,000°.
- organisation de l'acquisition de services de laboratoire pour le Ministère (mise à jour du protocole d'entente, vérification des factures, aide à la préparation de la présentation prévue des échantillons, aide à l'élaboration de l'orientation pour l'acquisition des services de laboratoire au cours des prochaines années, etc.).
- Formulation de commentaires sur la qualité de l'eau pour la réponse du Ministère au projet de l'usine Maple Leaf à Brandon et à l'expansion du réseau de traitement des eaux usées à Brandon;
- poursuite des efforts considérables déployés dans le dossier concernant les aspects transfrontaliers de la qualité de l'eau;
- préparation du rapport d'étape sur les politiques de développement durable de l'eau pour la Section de coordination du développement durable;
- rédacteur en chef - *Prairie Water News*;
- coprésidence de la Conférence METS de 1999;
- représentants principaux de la délégation manitobaine pour l'élaboration d'un plan de gestion du bassin versant pour le lac Shoal;
- participation au groupe de travail chargé de l'examen des politiques minières (Mineral Policy Review Working Group);
- participation à l'équipe chargée de l'administration des règlements concernant le bétail (Livestock Regulation Administration Team);
- participation au comité de la Régie des eaux des provinces des Prairies chargé des besoins relatifs aux eaux de ruissellement (PPWB's Instream Flow Needs Committee);
- mise à jour des géoréférences pour la plupart des quelque 2 000 stations de surveillance de la qualité de l'eau dans notre base de données informatisée.

#### Gestion de la qualité de l'air

La Section de la gestion de la qualité de l'air est chargée d'évaluer la qualité de l'air ambiant au Manitoba et de fournir une assistance scientifique et technique afin de toujours maintenir, voire améliorer cette qualité.

À cette fin, elle exerce les activités suivantes :

- élaboration et réexamen des lignes directrices et des objectifs relatifs à la qualité de l'air en fonction de certains polluants d'intérêt particulier;
- surveillance de la qualité de l'air ambiant dans les milieux urbains et à proximité de certaines industries pour vérifier si l'on adhère aux lignes directrices et aux objectifs concernant la qualité de l'air;

- enquêtes spéciales sur la qualité de l'air;
- soutien scientifique et technique au Ministère, à d'autres organismes et au public;
- préparation de rapports et évaluation des rapports rédigés par des pairs sur les questions relatives à la qualité de l'air;
- contribution à l'examen et à l'évaluation de divers projets de développement en fonction des lois sur l'environnement en vigueur, et formulation de recommandations aux fins de la délivrance des permis;
- participation à la planification, à l'élaboration et à la mise en application des stratégies nationales relatives aux questions atmosphériques.

Voici quelques réalisations relatives à l'exercice 1998-1999 :

Réalisations	Nombre
Réseau national de surveillance de la pollution atmosphérique - Nombre de stations urbaines en service	3 <sup>1</sup>
Surveillance de la qualité de l'air à proximité des industries responsables des émissions dans l'atmosphère - Nombre de stations en service	3 <sup>1</sup>
Rapport technique sur la qualité de l'air	1
Participation aux comités fédéraux et provinciaux intéressés par la qualité de l'air	8
Coordination et soutien de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie ministérielle interne d'amélioration de la qualité de l'air	5
Contribution au respect des principales priorités ministérielles	4
Projets proposés et permis accordés en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i> et de la <i>Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses</i> - examinés - commentés	141 18
Propositions de lignes directrices et d'objectifs relatifs à la qualité de l'air	0 <sup>2</sup>
Exposés sur la qualité de l'air	6
Demandes de renseignements sur la qualité de l'air (données, critères, renseignements techniques, etc.)	40
Demandes de la part des médias	1

1. Une station est exploitée de concert avec la Division de la surveillance environnementale.

2. Bien qu'aucune nouvelle ligne directrice n'ait été proposée en 1998-1999, des progrès ont été accomplis pour un certain nombre de substances. Le styrène a fait l'objet d'une consultation publique, le chlorure de méthylène est passé à l'étape de la consultation publique et le travail initial concernant la formulation de propositions pour le plomb a été mené à bien.

En plus des réalisations précitées, la Section a exercé, en 1998-1999, les activités suivantes :

#### **Surveillance de la qualité de l'air ambiant**

Un projet spécial de surveillance de la qualité de l'air a été amorcé en 1998-1999 pour étudier la qualité de l'air dans la région de Tilston dans le sud-ouest du Manitoba. Ce projet a été mis sur pied pour apaiser l'inquiétude de la population locale face à la détérioration possible de la qualité de l'air causée par les activités d'extraction pétrolière et gazière. Cette surveillance a été entreprise pour l'anhydride sulfureux et les composés organiques volatils.

#### **Système de gestion des données relatives à la qualité de l'air**

On a évalué les exigences d'un nouveau système de gestion des données relatives à la qualité de l'air, et l'on a fait l'acquisition de ce nouveau système. Le nouveau matériel et le nouveau logiciel amélioreront la capacité de traitement et de présentation de ce type de données, surtout de celles qui proviennent de la surveillance à distance, et la technologie de pointe de ce nouvel équipement constitue une nette amélioration par rapport à l'ancien matériel qui était devenu désuet.

#### **Activités liées au changement climatique**

L'appui accordé à la question du changement climatique s'est maintenu, notamment sur les plans suivants : retracer l'information ayant trait à cette question; participer aux travaux d'envergure nationale; activités de rayonnement pour favoriser une plus grande sensibilisation à la question et s'engager à mieux gérer les GES; contribution à l'élaboration du plan provincial et à la mise sur pied d'autres initiatives gouvernementales.

#### **Critères relatifs à la qualité de l'air**

En plus d'élaborer des lignes directrices provinciales sur la qualité de l'air, le Manitoba a continué de participer à l'élaboration de normes pancanadiennes (CSW) pour les particules et l'ozone, les dioxines et les furans, et le mercure.

#### **Gestion de la qualité du milieu terrestre**

La Section de la gestion de la qualité du milieu terrestre vise les objectifs suivants :

- a) surveiller la qualité du milieu terrestre manitobain (sols, faune et flore);
- b) apporter l'assistance scientifique et technique nécessaire au maintien de la qualité des écosystèmes terrestres et assainir les milieux détériorés;
- c) recueillir les données nécessaires à la compréhension de l'interaction complexe entre les composantes des écosystèmes terrestres (sol, faune, flore, habitat) pour que les décisions relatives à l'utilisation du sol manitobain se fondent sur d'excellents principes écologiques et tiennent compte de toutes les répercussions environnementales possibles des projets de développement.

Afin d'atteindre ces objectifs, elle exerce les activités suivantes :

- élaboration et réalisation d'études visant à déterminer si les sols, les communautés végétales et la faune sont contaminés, et établissement de dossiers sur la façon dont les contaminants ou les méthodes d'utilisation du sol perturbent les écosystèmes terrestres;
- élaboration, essai et application des méthodes de contrôle du milieu terrestre qui conviennent aux conditions qui prévalent au Manitoba;
- création et mise à jour d'une base de données sur le milieu terrestre;
- préparation de rapports et évaluation de documents rédigés par des pairs au sujet du milieu terrestre manitobain;
- élaboration et application de lignes directrices, de normes et d'objectifs relatifs aux composantes des écosystèmes terrestres;
- assistance au Ministère, à la Commission de protection de l'environnement, à d'autres ministères et organismes ainsi qu'au public dans les domaines scientifique et technique;

- examen et évaluation des projets de développement proposés en fonction de la Loi sur l'environnement et formulation de recommandations aux fins de délivrance de licences.

Voici quelques réalisations relatives à l'exercice 1998-1999 :

REALISATIONS	NOMBRE
Prélèvement d'échantillons dans des jardins urbains : présence de plomb dans le sol et dans les légumes	5
Échantillonnage des stations forestières : incidences des émissions de fonderie de la CMMBH	5
Enquêtes localisées	3
Rédaction de rapports techniques et de sommaires de données ou d'information	7
Examen des projets proposés qui sont assujettis à la Loi sur l'environnement; examen technique des répercussions sur les sols, la faune et la flore	79
Participation aux réunions du Comité consultatif des parties intéressées chargé du dossier Louisiana-Pacific Canada (en tant que membre)	2
Recommandations techniques : lieux contaminés	2
Réponse aux demandes d'information et de données	30
Réponse aux demandes d'information sur les normes de qualité des sols	12
Réponse aux demandes d'information sur l'utilisation et la destruction du bois traité	3
Services de formation	2
Participation aux travaux de comités	14

Autres activités d'importance en 1998-1999 :

- consultation sur la décontamination des emplacements, y compris celui de Domtar;
- surveillance des concentrations de plomb dans les sols et certains légumes de cinq jardins potagers de Winnipeg;
- relevés des oiseaux nicheurs effectués à trois emplacements, dans un rayon de 5 km du moulin de Louisiana-Pacific près de Minitonas, ainsi qu'à deux stations de mesure de la pollution du fond, en vue de déterminer si le moulin affecte les oiseaux;
- prélèvement d'échantillons de sols et de végétation dans cinq emplacements permanents situés près de Flin Flon (Manitoba), en vue de déterminer si les émissions de nickel attribuable aux fonderies ont un effet sur les concentrations de métaux dans les sols et les plantes, et s'il y a eu des changements dans la biodiversité des plantes (des échantillons sont prélevés dans ces emplacements depuis 20 ans);
- participation aux travaux du comité consultatif de Louisiana-Pacific Ltd., formé de parties intéressées, qui a pour mandat d'examiner les activités de gestion forestière en cours menées par les sociétés d'exploitation forestière, et de conseiller l'équipe régionale de gestion intégrée des ressources de Ressources naturelles relativement à ces activités;
- réponse à de nombreuses demandes de renseignements de la part d'autres ministères, d'autres gouvernements, d'experts-conseils, de représentants de l'industrie et du public en général. Ces demandes ont porté sur les processus d'attribution des permis d'aménagement forestier assujettis à la Loi sur l'environnement; sur les taux acceptables de contaminants des sols, de la faune et de la flore, sur l'étude des causes de la morbidité ou de la mortalité de la faune et de la flore, sur les effets de l'utilisation d'herbicides sur la biodiversité et l'habitat faunique dans les écosystèmes forestiers et, enfin, sur l'utilisation et la destruction du bois traité.

## Rapport sur l'état de l'environnement (REE)

La Section chargée de la préparation du *Rapport sur l'état de l'environnement* s'occupe de recueillir, de compiler et d'interpréter les renseignements sur la qualité de l'environnement, les tendances prévues et les activités de gestion de l'environnement au Manitoba, conformément à la partie V de la *Loi sur le développement durable*. Cette Section est également chargée de coordonner l'élaboration du plan d'activités et les mesures de rendement du Ministère.

- La Section exerce les activités suivantes : elle copréside le Groupe de travail sur les indicateurs de durabilité, et elle coordonne une consultation publique aux fins d'élaborer une série d'indicateurs provinciaux de durabilité au nom de la Table ronde sur le développement durable du Manitoba;
- elle coordonne le travail des collaborateurs internes et externes aux rapports de durabilité, de concert avec la Section de coordination du développement durable (SCDU);
- elle prépare les rapports sur l'état de l'environnement (REE), tels que les bulletins d'indicateurs et les fiches d'information;
- elle assure la liaison avec les organismes provinciaux et fédéraux, entre autres, chargés de la gestion de l'environnement, des rapports sur l'état de celui-ci et des rapports de durabilité;
- elle diffuse l'information sur l'état de l'environnement au Manitoba aux organismes provinciaux ou à d'autres organismes ainsi qu'au grand public;
- elle coordonne la planification des activités ministérielles et des mesures de rendement.

Le *Rapport sur l'état de l'environnement* 1997 continue d'être envoyé sur demande. La version française du rapport de 1997 est parue et elle a été distribuée aux écoles et aux bibliothèques du Manitoba au cours de l'automne 1998.

L'élaboration des plans se rapportant au Rapport de l'an 2000 a commencé en 1998-1999. Ce rapport prendra la forme d'un rapport d'étape sur le développement durable en vertu de la *Loi sur le développement durable*. Le Rapport se basera sur une série d'indicateurs provinciaux de durabilité qui sont en cours d'élaboration. La coordination de cette initiative est assurée par Environnement Manitoba et par la Section de coordination du développement durable.

Un groupe de travail, composé de représentants de divers ministères du Manitoba et d'organisations non gouvernementales, a été mis sur pied au printemps de 1998. Les membres de ce groupe de travail sont chargés d'orienter l'élaboration d'une série d'indicateurs provinciaux de durabilité, ainsi que d'étudier et de commenter les ébauches et la version finale du Rapport. On a formé à même le groupe de travail une équipe cadre de 14 membres qui s'est déjà réunie à plusieurs reprises pour rédiger une définition des indicateurs de durabilité, pour élaborer les critères de sélection des indicateurs et pour cerner les problèmes et définir les indicateurs.

Le groupe de travail chargé des indicateurs s'est réuni au complet lors d'un atelier en décembre 1998 pour examiner et peaufiner les documents présentés par l'équipe cadre. Cet exercice a abouti à une série de recommandations au sous-comité des indicateurs de durabilité de la Table ronde du développement durable du Manitoba, recommandations qui proposent notamment une consultation du public.

La série préliminaire des principaux problèmes et indicateurs de durabilité a subi de nouvelles améliorations au cours de l'exercice financier, et l'on a entrepris la préparation des documents destinés à la consultation du public.

Le directeur du *Rapport sur l'état de l'environnement* a également continué de participer à des activités de planification opérationnelle et de mesure du rendement. On a mené avec l'exécutif du Ministère des travaux considérables, dont deux séances de planification d'une journée complète, aux fins de peaufiner les énoncés de mission et de vision du Ministère et d'élaborer une série significative d'objectifs et de buts pour le Ministère. D'autres séances de planification ont eu lieu avec les chefs de service pour intégrer la planification des travaux des directions et des sections à celle du Ministère.

## DIRECTION DES AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dotée de 18 employés, cette Direction a pour mission de veiller à ce que les projets de développement maintiennent une qualité viable de l'environnement.

La Direction est chargée d'évaluer la pertinence des mesures proposées pour contrôler les incidences environnementales, et d'autoriser les projets de développement dans les domaines de la gestion des déchets, de l'aménagement du territoire et de l'utilisation des pesticides à l'échelle municipale et industrielle en assurant l'administration et la gestion du processus d'approbation, conformément à la *Loi*

*sur l'environnement, la Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses et la Loi sur la santé publique.* La Direction assure également le lien entre la gestion viable des ressources et les projets de développement en fixant les exigences auxquelles ces projets sont soumis.

Pour atteindre ses objectifs, la Direction exerce les activités suivantes :

- elle administre les exigences de la *Loi sur l'environnement*, de la *Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses* et de la *Loi sur la santé publique* en matière d'approbation des projets de développement;
- elle contrôle les sources de pollution industrielles et municipales, et les sources de déchets dangereux;
- elle veille à la salubrité de l'élimination en eau potable des Manitobains;
- elle minimise les incidences environnementales des projets d'aménagement du territoire;
- elle minimise les effets néfastes de l'utilisation de pesticides au Manitoba pour l'environnement et la santé publique.

#### **Section des autorisations concernant les municipalités, les industries et les déchets dangereux**

Cette Section est chargée de surveiller les sources de pollution municipales et industrielles, et les sources de déchets dangereux, et de veiller à la salubrité de l'alimentation en eau potable de tous les Manitobains.

Pour atteindre ces objectifs, la Section exerce les activités suivantes :

- elle recueille de l'information fiable sur les incidences éventuelles des projets de développement proposés;
- elle recommande au directeur et au ministre les critères relatifs à la délivrance des permis en vertu de la *Loi sur l'environnement*;
- elle prodigue des conseils sur les aspects techniques du traitement des polluants et sur les stratégies de contrôle;
- elle évalue les projets de construction d'installations de traitement de l'eau et de traitement des effluents du point de vue de la protection de la santé publique en prévision de leur approbation par le ministre de la Santé;
- elle examine les plans de restauration des mines;
- elle apporte une assistance technique aux autorités municipales, provinciales et fédérales pour ce qui est du traitement et de la distribution de l'eau, de la collecte, du traitement et de l'élimination des eaux usées, et de la lutte contre la pollution de l'air;
- elle recommande des critères de délivrance de permis pour tous les projets d'aménagement ayant trait à la construction, à la modification ou à l'exploitation d'installations de gestion des déchets qui manutentionnent des marchandises dangereuses, en vertu de la *Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses*;
- elle recommande des critères de délivrance de permis pour tous les projets d'aménagement ayant trait à la construction, à la modification ou à l'exploitation d'installations qui manutentionnent des marchandises dangereuses, en vertu de la *Loi sur l'environnement*;
- elle représente le Ministère à diverses réunions ou audiences publiques;
- elle apporte une assistance technique dans toutes les questions ayant trait aux marchandises dangereuses et aux déchets dangereux;
- elle examine la gestion sur place des déchets dangereux et donne les ordres nécessaires aux directeurs;
- elle favorise la gestion sur place des déchets dangereux dans les installations industrielles proprement dites;
- elle apporte un soutien environnemental aux autres ministères;

- elle assure la liaison avec les groupes d'industries en vue de coordonner l'élaboration d'un système global de gestion d'élimination des déchets dangereux produits dans la province du Manitoba;
- elle répond aux demandes de renseignements et aux plaintes;
- elle élabore des lignes directrices pour l'entreposage et la gestion des déchets dangereux.

Voici les résultats atteints au cours de l'exercice 1998-1999 :

<b><i>Loi sur l'environnement</i></b>	
Propositions de projets reçues	45
Propositions de projets traitées	28 <sup>(1)</sup>
Demandes de modifications mineures reçues	27
Demandes de modifications mineures traitées	21
Activités préalables à la délivrance d'un permis	18
Activités d'application de la loi ou des règlements	11
Audiences publiques	0
<b><i>Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses</i></b>	
Propositions reçues	4
Propositions traitées	7 <sup>(2)</sup>
Audiences publiques	0
<b><i>Loi sur la santé publique</i></b>	
Propositions reçues et exigeant un certificat	35
Propositions étudiées et exigeant un certificat	27
Propositions étudiées <sup>(3)</sup>	6

**Remarques :**

- (1) Comprend cinq propositions de 1997-1998
- (2) Comprend trois propositions de 1997-1998
- (3) Propositions non étudiées et exigeant un certificat

En plus des activités précitées, la Section a exercé, en 1998-1999, les activités suivantes :

**Les viandes Maple Leaf Inc.**

La société Les viandes Maple Leaf Inc. a exprimé son intention de construire une usine de transformation des produits du porc à Brandon. La Ville de Brandon a accepté de construire une installation de traitement des eaux usées pour l'usine. Les activités relatives à la délivrance de permis pour les deux projets de construction ont été amorcées tôt de façon à assurer le respect des niveaux de protection environnementale sans compromettre le calendrier des activités serré, établi pour répondre aux besoins des clients à temps. La société Les viandes Maple Leaf et la Ville ont reçu une aide concernant l'information à déposer et les questions à aborder pour assurer le traitement des propositions. La société Les viandes Maple Leaf Inc. a déposé une soumission en vue d'obtenir un permis lui permettant d'entreprendre les démarches préliminaires. Ces projets nécessiteront l'utilisation d'abondantes ressources humaines au cours des deux prochaines années.

On a entrepris les travaux relatifs à la gestion du projet prévu dans le cadre du partenariat entre la Ville et la Province, qui prévoit la construction d'une installation de traitement des eaux usées pour le projet d'usine de transformation des produits du porc.

## **X-Potential Products Ltd.**

Le personnel a déployé des efforts extraordinaires pour collaborer avec cette entreprise en vue de régler les questions environnementales la concernant et ainsi l'autoriser à amorcer ses activités. Le projet devrait se poursuivre dans un avenir immédiat.

## **Louisiana-Pacific**

La surveillance des progrès réalisés par l'entreprise et l'évaluation des aménagements effectués à l'usine tout au long de la phase de démarrage se poursuivent dans le cadre d'un projet d'envergure. Le permis d'exploitation définitif a été accordé et la responsabilité de la mise en application sera transférée à la région en 1999.

## **Projets réalisés en vertu de la Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses**

La mise en œuvre du programme de récupération de l'huile usée et la répartition des responsabilités avec les Activités régionales permettront d'accélérer le traitement des propositions de construction d'installations d'élimination de déchets dangereux. La délivrance des permis aux laboratoires d'épidémiologie du gouvernement fédéral (Federal Disease Control Laboratories) est maintenant chose faite.

## **Stations de traitement des eaux usées de la Ville de Winnipeg**

Les travaux progressent relativement à l'attribution du permis de classe 2 autorisant la création d'un centre de désinfection aux ultraviolets pour l'usine d'épuration du Southend.

Les demandes de soumission concernant la station de traitement des eaux usées existante qui appartient à des intérêts privés ont été envoyées aux propriétaires de ces stations. On a amorcé les travaux relatifs à la délivrance de permis pour ces stations.

## **Ville de Roblin**

Beaucoup de temps et d'efforts ont été consacrés à l'approbation éventuelle de la transformation d'un marais à l'intérieur du temps limite prescrit pour le promoteur.

## **Section des autorisations à incidence environnementale**

Il incombe à cette Section de veiller à ce que les incidences environnementales éventuelles soient définies et corrigées dans des travaux d'aménagement du territoire et de consommation d'eau au Manitoba.

Pour atteindre ces objectifs, la Section exerce les activités suivantes :

- elle coordonne l'évaluation environnementale et la délivrance de permis pour les projets de développement proposés dans le domaine des loisirs, du transport et de la transmission, ainsi que dans le domaine de l'aménagement des forêts et du contrôle des eaux;
- elle coordonne l'examen environnemental des projets de vente de terres domaniales et de permis, de plans d'aménagement et de modification de zonage, et de droits fonciers issus des traités;
- elle coordonne l'examen environnemental des projets d'infrastructure Canada-Manitoba;
- elle participe à l'élaboration et à la révision des lois, des politiques et des procédures;
- elle participe à des activités de planification de programmes et de projets et donne des conseils techniques pour ces activités, y compris la sélection des projets du ministère de la Voirie et du Transport, la participation aux comités et groupes de travail interministériels, et l'examen et l'approbation écrite de projets qui comportent des incidences environnementales mais qui ne font pas partie du *Règlement sur les diverses catégories d'exploitations*;
- elle participe aux travaux des comités consultatifs sur la gestion des forêts formés des parties intéressées mis sur pied par la Pine Falls Paper Company Ltd et par Tolko Manitoba Inc.;

- elle offre des services de gestion pour des initiatives qui n'ont pas trait à l'évaluation environnementale ni à la délivrance de permis, notamment l'amélioration continue du Ministère, la Manitoba Model Forest Inc. et la Manitoba Forestry Association;
- elle participe à l'inspection et à l'application de la loi pour des projets de développement qui en sont à l'étape de la planification, de la construction ou de l'exploitation;
- elle traite les plaintes et les demandes de renseignements;
- elle représente le Ministère aux audiences et réunions publiques.

Voici quelques données relatives à l'exercice 1998-1999 :

Examen des projets d'aménagement des administrations locales et des schémas directeurs	66
Examens préalables aux aménagements - Voirie Manitoba	12
Examen des projets d'infrastructure Examen des lignes à basse tension d'Hydro Autres examens : permis non exigé mais conditions de construction imposées	16 14 24
Examen des plans d'aménagement et de vente de terres domaniales	44
<b><i>Loi sur l'environnement</i></b>	
Propositions de projets reçues	29
Propositions de projets autorisées	24

La Section a également exercé les activités suivantes en 1998-1999 :

#### **Programme d'infrastructure Canada-Manitoba**

Environnement Manitoba a continué de coordonner les activités de collecte des renseignements nécessaires pour la sélection environnementale fédérale et provinciale des projets d'infrastructure.

#### **Gestion de l'aquifère**

Le personnel de la Section des autorisations à incidences environnementales a participé activement aux travaux du groupe technique consultatif multidisciplinaire, qui a recueilli les renseignements généraux nécessaires à l'élaboration du plan de gestion des aquifères du delta de la rivière Assiniboine et du lac Oak. La planification nécessite l'expertise de certains ministères et les commentaires des groupes d'intérêt, soit les utilisateurs locaux de l'aquifère et d'autres résidents. Un soutien a été accordé à la mise en œuvre du plan de gestion de l'aquifère de Winkler.

#### **Développement de l'irrigation**

Environnement Manitoba continue de participer au projet d'utilisation de l'excédent d'eau aux fins d'irrigation (Surplus Water Irrigation Initiative), et aux travaux du Comité de surveillance des travaux. Le personnel a continué de coordonner les examens environnementaux de travaux d'irrigation réalisés dans le cadre de ce projet.

#### **Cession de terrains fédéraux**

Le personnel de la Section des autorisations à incidence environnementale a coordonné l'examen des évaluations environnementales fédérales menées dans le cadre de la cession des installations et terrains

fédéraux à des intérêts privés et municipaux. En outre, le personnel a continué à aider des groupes d'utilisateurs et des municipalités à aborder des questions environnementales liées à l'acquisition de voies de chemin de fer désaffectées.

#### **Ligne de transport d'énergie de 230 kv de Rosser à Silver**

Un permis accordé en vertu de la *Loi sur l'environnement* a été délivré à Hydro-Manitoba pour ce projet. Ces travaux visent à assurer une alimentation électrique alternative à Silver Station, situé au sud d'Arborg, afin d'accroître la fiabilité de l'alimentation électrique alternative dans la région d'Entre-les-Lacs. La délivrance du permis a fait l'objet de plusieurs appels interjetés par des propriétaires fonciers touchés par ces travaux, appels qui ont tous été rejetés.

#### **Route d'accès aux lacs Nora et Florence**

La construction de la route d'accès aux lacs Nora et Florence dans le parc provincial de Whiteshell est achevée. Le permis avait été délivré en 1995. Dans les conditions du permis, Environnement Manitoba exigeait la formation d'un comité consultatif pour surveiller les travaux de construction et en rendre compte. Le comité a assuré une participation active tout au long des travaux, et s'est ainsi acquitté de son mandat.

#### **Manitoba Model Forest**

Le personnel de la Section des autorisations à incidences environnementales a continué de participer activement au projet Manitoba Model Forest, en représentant Environnement Manitoba au sein du conseil d'administration et en présidant ce conseil pour l'exercice 1998-1999. En outre, ce membre du personnel a participé activement à l'élaboration du prochain plan de travail annuel (1998-1999), en présidant les réunions du conseil, ainsi que les réunions du comité exécutif et du comité consultatif, en supervisant les activités de liaison avec les responsables de la forêt modèle pour les papillons monarque établie au Mexique, et en participant à la planification de réunions, d'ateliers de recherche et de conférences.

#### **Plan d'aménagement de la forêt de Tolko Manitoba Inc. (1997-2009)**

Le personnel de la Section des autorisations à incidences environnementales a coordonné l'évaluation environnementale et la délivrance de permis se rapportant au plan d'aménagement de la forêt de Tolko Manitoba Inc. (1997-2009). Les audiences de la Commission de protection de l'environnement ont eu lieu à l'automne 1997 à The Pas et à Winnipeg. Un permis accordé en vertu de la *Loi sur l'environnement* a été délivré en décembre 1997. Ce permis a ensuite été révisé et renforcé à la suite d'un certain nombre de recours en appel, et il a été délivré de nouveau à Tolko Manitoba en janvier. Les autres appels ont été rejetés.

#### **Plan forestier de deux ans (1999-2000) de la Pinefalls Paper Company**

On a reçu la proposition d'élaboration d'un plan forestier de deux ans (1999-2000) en mars 1998, et le Plan en juin 1998. Après que le CTC et le public eurent étudié le Plan, Environnement Manitoba a décidé que le Plan et un addendum à ce dernier comportaient des lacunes dans plusieurs domaines. Ensuite, la PFPC a décidé de retirer immédiatement la demande de permis du plan biennal d'exploitation et de renouvellement (1999-2000). LA PFPC a indiqué qu'elle amorcerait les travaux dès la mise en œuvre de son plan de gestion durable des forêts (2000-2009), en même temps que l'Énoncé d'incidences environnementales qui y est associé, et qu'une demande de permis serait présentée à Environnement Manitoba. Comme le permis délivré à la PFPC en vertu de la *Loi sur l'environnement* pour son Plan à long terme précédent devait expirer le 31 décembre 1998, Environnement Manitoba a accordé un prolongement d'un an pour réaliser les activités de gestion forestière proposées pour l'année 1999, sous réserve de plusieurs conditions. Un formulaire de proposition de projets assujettis à la *Loi sur l'environnement*, concernant le Plan de gestion durable des forêts (2000-2009), est attendu en 1999.

#### **Section des autorisations concernant les pesticides**

Cette Section a pour tâche de limiter les effets négatifs de l'utilisation des pesticides au Manitoba sur l'environnement et la santé publique.

Pour atteindre cet objectif, la Section exerce les activités suivantes :

- elle offre son expertise au Ministère, au gouvernement, au public et à l'industrie dans les domaines généraux de l'utilisation, de l'entreposage, de l'élimination et du contrôle des pesticides;

- elle assure la gestion du système d'attribution des permis d'utilisation de pesticides en tenant compte à la fois des objections et des inquiétudes du public, et des obligations des épandeurs de pesticides qui ont le mandat de lutter contre les parasites des végétaux;
- elle recommande au directeur et au ministre des critères d'attribution des permis assujettis à la *Loi sur l'environnement*;
- elle assiste aux révisions périodiques des normes nationales en matière d'éducation, de formation et d'homologation destinées aux épandeurs et aux vendeurs de pesticides;
- elle offre son expertise technique à l'Association for a Clean Rural Environment (ACRE) pour ce qui concerne la destruction des contenants de pesticides et d'autres questions d'ordre environnemental;
- elle offre son expertise au comité fédéral-provincial-territorial de gestion de la lutte contre les parasites et les pesticides en participant à des réunions annuelles sur le plan national et à des conférences téléphoniques;
- elle conseille l'Industrial Vegetation Management Association et siège à son conseil d'administration;
- elle répond aux plaintes et aux demandes de renseignements formulées par le public relativement à l'utilisation des pesticides.

Voici quelques données relatives à l'exercice 1998-1999 :

<b><i>Loi sur l'environnement</i></b>	
Permis d'utilisation de pesticides accordés	216
Rapports de fin de saison reçus/recueillis	216
Propositions de projets reçues	26
Propositions de projets étudiées	26
Demandes de modifications mineures reçues	1
Demandes de modifications mineures étudiées	1
Audiences publiques	1
Plaintes du public ayant fait l'objet d'une enquête	22
Inspections	131

<b><i>Loi sur la santé publique</i></b>	
Permis de fumigation accordés	3

La Section a également exercé d'autres activités importantes en 1998-1999 :

#### **Permis d'utilisation de pesticides**

L'examen et l'approbation des demandes de permis d'épandage de pesticides se sont poursuivis. L'ensemble des ministères et des municipalités doivent obtenir chaque année un permis d'utilisation des pesticides.

#### **Entrepôts de produits de protection des récoltes**

L'Étude environnementale des demandes de modernisation des entrepôts de produits chimiques agricoles pour satisfaire aux nouvelles normes s'est poursuivie. Toutes les installations doivent respecter des normes rigoureuses pour recevoir des produits chimiques.

## **Direction de la prévention de la pollution**

La Direction de la prévention de la pollution a pour rôle de changer la façon dont on conçoit la protection de l'environnement au Manitoba, afin de mettre l'accent sur la prévention plutôt que sur le contrôle et les mesures correctives. La Direction assure la gestion de la *Loi sur la réduction du volume et de la production des déchets* et de la *Loi sur les substances appauvrissant la couche d'ozone*. Elle favorise également l'adoption de nouvelles pratiques qui permettent de réduire la production des déchets et des polluants à la source. La Direction compte sept employés.

La Direction s'occupe de trois programmes :

### **1. Programme de réduction du volume et de la production des déchets**

La Direction de la prévention de la pollution est chargée de mener à bien les activités qui contribuent à réduire le volume des déchets solides acheminés vers les lieux d'élimination des déchets conformément à l'engagement du ministre de l'Environnement à ce chapitre. En 1998-1999, des progrès substantiels ont été accomplis dans la recherche de solutions de recharge durables à l'élimination des déchets :

- le programme de récupération de l'huile usée et des filtres à l'huile et contenants usagés, lancé le 1<sup>er</sup> mars 1998, a achevé sa première année d'activité et dépassé les objectifs de recyclage fixés;
- on a poursuivi l'expansion des programmes de recyclage municipaux existants;
- les plans d'activités de la Corporation manitobaine de gestion des produits désignés et de la Corporation de la gestion des pneus, qui avaient été renouvelés, ont fait l'objet d'une évaluation et d'une approbation de principe;
- on a instauré en mars 1999 un mécanisme visant à élaborer un programme viable pour la gestion des déchets ménagers dangereux au Manitoba.

Depuis l'adoption en 1990 de la *Loi sur la réduction du volume et de la production des déchets* (RPDV), le degré de recyclage effectué au Manitoba a augmenté sensiblement. Des modèles opérationnels rentables ont été mis sur pied afin de démontrer comment il est possible d'accroître la responsabilité des producteurs, en résolvant un problème auquel se heurtent toutes les autorités et en transférant les coûts et la responsabilité des pouvoirs locaux et des contribuables à l'industrie et au consommateur. Des études menées pour suivre de près les progrès des efforts nationaux visant à minimiser la production des déchets relèvent qu'en fait, l'objectif intermédiaire de réduction des déchets de 20 p. 100 avant 1995 (fixé par le rapport stratégique de 1991 découlant de la Loi) a été atteint, ce qui indique que les stratégies adoptées ont véritablement contribué à réduire les déchets au Manitoba. L'évaluation du protocole national sur l'emballage, un engagement pancanadien pris par les gouvernements et l'industrie, a confirmé la diminution de 50 p. 100 des déchets d'emballage. En 1998, la Direction a évalué l'efficacité des activités entreprises en vertu du *Règlement sur le recyclage de matériaux multiples* (mesures provisoires), dont on a tenu compte dans la décision du ministre de l'Environnement de poursuivre la mise en œuvre du règlement. Pour promouvoir la gestion intégrée des déchets solides au Manitoba, la Direction a formé un Groupe de travail chargé de la gestion régionale des déchets et a accordé son soutien au sous-comité de la gestion des déchets solides du Comité de la région de la capitale.

### **Huile usée**

Le 11 avril 1997, le *Règlement sur la gestion de l'huile usée et des filtres à l'huile et contenants usagés* est entré en vigueur au Manitoba après une année de consultations intensives avec les intervenants. Ce nouveau règlement en vertu de la *Loi sur la réduction du volume et de la production des déchets* établit un processus permettant d'augmenter la récupération de l'huile usée, ainsi que des contenants et filtres à l'huile usagés au Manitoba. Ce projet se fait en coordination avec des programmes similaires en Alberta et en Saskatchewan.

Le Règlement exige des fournisseurs d'huile, de filtres et de contenants d'huile qu'ils assument la responsabilité du fonctionnement d'un programme de gestion efficace des produits lubrifiants usagés. Tous les fournisseurs doivent s'inscrire auprès d'Environnement Manitoba et un programme de récupération d'envergure provinciale doit être élaboré puis mis en œuvre. En 1997, ces fournisseurs ont créé la Manitoba Association for Resource Recovery Corporation Inc. (MARRC), qui sera chargée de les représenter. Un plan opérationnel a été soumis au Ministre puis accepté officiellement en février 1998, une fois terminées les révisions exigées par le Ministère.

Le plan prévoit la création de 33 écocentres (lieux de dépôt d'huile, de filtres et de contenants d'huile à des fins de recyclage) pendant la première année de fonctionnement du programme. Ce dernier est financé au moyen de redevances écologiques imposées à l'industrie sur des produits désignés, qui servent à défrayer les frais associés à l'organisation du programme et à ses activités de récupération. Au cours de sa première année d'activité, ce Plan a atteint des résultats qui dépassaient toute attente : on a récupéré 10,9 millions de litres d'huile (soit 21 % de plus que prévu, et bien plus que les 7,75 millions de litres récupérés en 1995), un million de filtres à huile usagés (soit 43 % de plus que prévu), et 90 000 kilos de contenants de plastique usagés (50 % de plus que prévu). En avril 1999, on avait déjà ouvert 19 écocentres.

### Recyclage des matériaux multiples

En 1998, la Direction de la prévention de la pollution a entrepris une évaluation exhaustive des activités relevant du *Règlement sur la gestion des matériaux multiples* (mesures provisoires). Cette évaluation, qui est requise en vertu du Règlement, portait sur ce qui suit :

- le *Règlement sur la gestion des matériaux multiples* (mesures provisoires);
- les activités de la Corporation manitobaine de gestion des produits désignés (CMGPD);
- le plan opérationnel de la CMGPD de 1998 à 2001;
- les activités du Ministère découlant de la stratégie de réduction du volume et de la production des déchets.

La révision et l'évaluation consistaient dans un processus de consultation publique en cinq étapes lancé en février 1998, après la présentation du plan opérationnel de la CMGPD de 1998 à 2001. Un échantillon représentatif des points de vue et des commentaires a été reçu dans les 30 jours suivant la période de consultation. Les cinq étapes du processus de révision étaient les suivantes :

- évaluation par Environnement Manitoba du Règlement et du plan opérationnel;
- questionnaire distribué aux intervenants;
- évaluation publique du plan opérationnel de la CMGPD;
- auto-évaluation de la CMGPD;
- atelier sur la réduction du volume et de la production des déchets de 1998.

En se fondant sur les résultats de l'évaluation, le Ministre a recommandé que le Règlement continue d'être appliqué. Entré en vigueur en mars 1995, avec la collaboration active du secteur privé, des municipalités, ainsi que d'organismes de consommateurs et de recyclage, le Règlement joue un rôle stratégique dans la promotion du recyclage au Manitoba. Il a permis la constitution d'un organisme indépendant du gouvernement, la Corporation manitobaine de gestion des produits désignés (CMGPD), qui soutient les programmes de recyclage d'envergure provinciale et qui gère le fonds de réduction du volume et de la production des déchets, dont on se sert pour financer les activités de recyclage grâce aux taxes prélevées sur des produits désignés. Le financement du programme de recyclage provient actuellement du prélèvement de la somme de deux cents par le RPDV sur les contenants des boissons non consignées (autres que les produits laitiers) qui sont distribués dans la province. En 1998-1999, le Programme de recyclage des matériaux multiples (PRMM) a donné les résultats suivants :

• Municipalités inscrites	152
• Programmes de recyclage municipaux	138
• Pourcentage de la population desservie par les programmes	95 %
• Prélèvements perçus sur les contenants de boisson	6,1 millions de \$
• Solde du fonds de RVPD	6,5 millions de \$
• Paiements de soutien aux municipalités	4,4 millions de \$
• Tonnage total de matériaux admissibles recueillis en vertu du PRMM	32 600 tonnes

### Recyclage des pneus

En 1998-1999, la Commission de gestion des pneus du Manitoba a achevé sa quatrième année conformément au *Règlement sur la gestion des pneus*. La vente de nouveaux pneus au Manitoba est assujettie à l'imposition d'une taxe pour la réduction du volume et de la production de déchets de 2,80 \$, à laquelle s'ajoute la taxe de vente de 7 p. 100, et dont le produit est versé directement à la Corporation de la gestion des pneus. Une somme de trois dollars, versée dans les comptes de la Commission de gestion des pneus, est consacrée à des initiatives de gestion des pneus, notamment à des programmes sur la transformation en fonction des ventes du produit, à des programmes incitant les municipalités à trier les pneus séparément des déchets solides, et aux dépenses d'exploitation de la Commission.

Le recyclage des pneus est maintenant pratique courante au Manitoba. Presque toutes les piles de pneus ont disparu des lieux d'élimination des déchets et des parcs de pneus de la province. Entre 1995 et mars 1998, la Commission a contribué au recyclage de plus de 3,5 millions de pneus usagés. En outre, 400 000 autres pneus seront recyclés dans le cadre d'autres programmes. Au cours des quatre derniers exercices financiers, la Commission a versé près de 8,7 millions de dollars aux transformateurs de pneus et 270 000 \$ aux municipalités en guise de contribution à leurs programmes de recyclage.

Pendant l'exercice 1998-1999, on a transformé 864 600 équivalents-pneus-passagers, et 75 000 autres pneus ont été envoyés au recyclage. La Commission a versé plus de 50 000 \$ aux administrations municipales pour trier les pneus des déchets solides et 2,3 millions de dollars aux transformateurs pour la vente de produits recyclés à partir de pneus.

## 2. Programme de prévention de la pollution

En 1998-1999, la promotion de la lutte contre la pollution en tant que stratégie de gestion de l'environnement de choix a été poursuivie activement par la voie d'un partenariat créé entre Environnement Manitoba et l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Canada (Division du Manitoba). Dans le cadre de ce projet, lancé en juin 1996 avec la signature d'un protocole d'entente, on a rédigé des documents préliminaires et consigné des exemples à suivre. Plusieurs nouveaux projets ont été amorcés grâce à l'aide technique fournie à des petites et moyennes entreprises. Environnement Canada s'est joint au partenariat, en fournissant une aide financière à des projets pilotes visant à démontrer la pertinence de la méthode proposée dans les secteurs visés (finition des métaux et imprimerie). Un rapport sur le programme de prévention de la pollution a été publié en février 1998, et un bureau d'assistance technique en matière de prévention de la pollution a été créé par la division du Manitoba de l'Alliance plus tard en 1998, avec le soutien constant de la Direction de la prévention de la pollution.

Outre les activités menées en vertu du protocole d'entente, le personnel de la Direction a prêté son concours sur place à de nombreuses autres entreprises et associations industrielles. La Direction a aidé la Manitoba Heavy Construction Association et la Winnipeg Construction Association à promouvoir la mise en œuvre de leur code de bonne pratique et de leur politique environnementale, et a appuyé leur programmation en matière d'environnement. Un protocole d'entente sur la prévention de la pollution a été signé avec Tantalum Mining Company en juillet 1998. En outre, un partenariat avec l'Association des municipalités du Manitoba a été créé en février 1999 pour promouvoir l'efficience de l'eau. Dans le cadre de cette initiative, des documents d'information seront préparés et des vérifications seront effectuées sur place, de concert avec les entreprises et les administrations municipales.

## 3. Partenariats

La Direction de la prévention de la pollution se lance dans des activités visant à promouvoir et à appuyer la poursuite de partenariats entre Environnement Manitoba et ses clients. Non seulement le personnel de la Direction prépare les ressources et toute la documentation nécessaire aux études de cas, mais il coordonne également la préparation des mises à jour des questions ministérielles, de façon à renforcer les efforts de communication avec les associations de clients et le personnel du Ministère.

En outre, le personnel du Ministère a continué d'assumer la responsabilité de plusieurs projets de partenariat précis :

### Substances appauvrissant la couche d'ozone

- Liaison avec la Manitoba Ozone Protection Industry Association (MOPIA), une association industrielle sans but lucratif dont les membres sont nommés tous les ans par le ministre de l'Environnement conformément au Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone 103/94.
- Participation aux travaux du groupe de travail fédéral-provincial chargé de l'harmonisation des mesures de contrôle des substances appauvrissant la couche d'ozone, qui est chargé de mener à bien le nouveau plan d'action national en matière de contrôle de ces substances approuvé par le Conseil canadien des ministres de l'Environnement en janvier 1998.
- Mise en œuvre d'un programme de formation menant à un certificat pour les techniciens de service dans le domaine du halon.

- On a préparé des modifications à la Loi sur les substances appauvrissant la couche d'ozone pour élargir l'application de la loi aux fins d'inclure les hydrocarbures fluorés. Ces modifications ont été adoptées en juillet 1999.

#### **Brigade des jeunes environnementalistes**

- Gestion et soutien administratif du programme de la Brigade des jeunes environnementalistes, qui a décerné des subventions totalisant plus de 139 875 dollars en faveur de 56 projets auxquels ont participé plus de 3 118 jeunes de 6 à 24 ans. En 1998-1999, soixante-douze demandes de subvention ont été examinées par des comités régionaux.

#### **Coordination des propositions de financement**

- Liaison constante avec le Fonds des innovations de développement durable et divers ministères provinciaux et fédéraux concernant les demandes relatives aux programmes environnementaux et aux programmes de financement destinés aux jeunes (ex. : Initiative d'écocivisme, Action 21, etc.);
- Coordination de la révision de 109 demandes relatives au Fonds, et administration de 27 projets approuvés.

#### **2 b) Gestion de l'environnement**

Dépenses par poste secondaire	Dépenses réelles 1998-1999	Dépenses prévues 1998-1999	Ecart positif (négatif)	Note expl.
	\$ AP	\$	\$	
Total des salaires	2 642,4	50,25	2 732,7	(90,3) 1
Autres dépenses :				
- Fonctionnement	2 046,0	2 025,3	20,7	2
- Subventions	99,7	107,3	(7,6)	3
Total des autres dépenses	2 145,7	2 132,6	13,1	

#### **Notes explicatives:**

1. L'écart est dû aux postes laissés vacants, aux récupérations salariales associées à un employé détaché, ainsi qu'à la non-utilisation des fonds destinés aux indemnités de départ et aux vacances payées à la fin de l'emploi.
2. L'écart est dû à des frais de déplacement moins élevés que prévu.
3. L'écart est dû à la réduction de l'aide financière pour le Conseil canadien des ministres de l'Environnement.

## **Législation et affaires intergouvernementales**

Cette Section, qui compte 3,00 employés, veille à ce que les lois et les règlements environnementaux du Manitoba soient appropriés et à jour, et que soient établies et maintenues des relations de travail fructueuses avec les autres pouvoirs législatifs canadiens.

Cet objectif est atteint par l'élaboration, la révision et la modification des lois et règlements et par une représentation du Ministère à divers comités et groupes de travail fédéraux et provinciaux qui traitent de quelques questions d'intérêt mutuel, en négociant des ententes et en veillant à une gestion environnementale efficace et cohérente dans l'ensemble du pays.

Cette section sert également de liaison avec les conseillers juridiques du ministère de la Justice en ce qui concerne presque toutes les questions juridiques touchant le Ministère. La Section offre des services de consultation interne importants pour toute question de législation, d'application de la loi, de consultation du public, et de nature intergouvernementale ou autre.

### **Législation et règlements**

- Coordination d'un processus de consultation multilatéral en vue de l'élaboration d'un avant-projet de loi portant sur l'imposition de sanctions pécuniaires administratives comme mesure visant à faire respecter la loi par les organismes de réglementation du Manitoba.
- Lancement et coordination d'un processus de consultation multilatéral visant le respect des principes et des lignes directrices du développement durable au cours de la prise de décisions concernant l'aménagement du territoire.
- Formulation des amendements (projet de loi n° 8) à la *Loi sur les substances appauvrissant la couche d'ozone*.
- Poursuite de la mise en œuvre du plan de révision des règlements qui a été approuvé et qui consiste à abroger ou à modifier un grand nombre des 47 règlements du Ministère.
- Contribution à la réécriture proposée de la *Loi sur la santé publique*, dans le cadre du Comité d'études de la *Loi sur la santé publique*.
- Coordination d'autres élaborations et modifications de règlements touchant divers domaines, dont :
  - les piscines et autres installations de loisirs aquatiques;
  - les dispositifs privés d'évacuation des eaux usées;
  - le stockage et la manipulation de l'essence.
- Gestion de la contribution du Ministère aux modifications des règlements sur les formules relatives aux avis d'infraction en application de la *Loi sur les poursuites sommaires*.
- Création d'un comité chargé de faire enquête sur des questions concernant des déchets biomédicaux.
- Services de liaison entre Environnement Manitoba et Justice Manitoba.

### **Affaires intergouvernementales**

- Fin de la négociation d'un Accord d'harmonisation de la gestion environnementale et de trois ententes auxiliaires, visant à rationaliser les responsabilités et les rôles respectifs du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux dans la gestion de l'environnement au Canada.
- Représentant du Manitoba dans les comités intergouvernementaux suivants :
  - Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement; comité consultatif sur sa mise en œuvre au Canada
  - Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement; comité de hauts fonctionnaires chargé de sa mise en œuvre au Canada
  - Comité consultatif fédéral-provincial sur la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*
  - Comité de protection et de planification relatives à l'environnement du CCME
  - Groupe de travail de substances toxiques du CCME

- Groupes de travail du CCME favorisant l'harmonisation
- Préparation de l'annexe, participation des Autochtones, participation des intervenants, obligation de rendre compte
- Comité responsable de la mise en œuvre des normes à l'échelle canadienne
- Amorce des négociations pour l'élaboration d'un accord de mise en œuvre pour l'accord complémentaire d'évaluation environnementale en vertu de l'Accord d'harmonisation
- Gestion de la mise en œuvre de l'accord de gestion environnementale Manitoba-Saskatchewan
- Contact d'Environnement Manitoba pour l'application de l'Accord sur le commerce intérieur
- Maintien du contact d'Environnement Manitoba pour les questions autochtones

## **2 c) Législation et affaires intergouvernementales**

Dépenses par poste secondaire	Dépenses réelles 1998-1999	Dépenses prévues 1998-1999	Ecart positif (négatif)	Note expl.
	\$ AP	\$	\$	
Total des salaires	176,1	3,00	178,0	(1,9) 1
Total des autres dépenses	59,1		103,5	(44,4) 2

### **Notes explicatives :**

1. L'écart est dû à la partie non utilisée des avantages sociaux prévus.
2. L'écart est dû à la réduction des dépenses des services juridiques offerts par Justice Manitoba et à des frais de téléphone moins élevés que prévu.

# ORGANISMES DE CONSULTATION SUR L'ENVIRONNEMENT

## Commission de protection de l'environnement

Conformément à la *Loi sur l'environnement*, la Commission de protection de l'environnement prépare son propre rapport annuel.

### 3 a) Commission de protection de l'environnement

Dépenses par poste secondaire	Dépenses réelles 1998-1999	\$ AP	Dépenses prévues 1998-1999	Ecart positif (négatif)	Note expl.
Total des salaires	232,9	3,00	299,5	(66,6)	1
Total des autres dépenses	136,1		189,2	(53,1)	2

#### Notes explicatives :

1. L'écart est dû aux résultats nets des conventions collectives négociées ainsi qu'à la non-utilisation des fonds destinés aux indemnités de départ et aux vacances payées à la fin de l'emploi.
2. L'écart est dû à la réduction du nombre de jours d'audience, du nombre de déplacements par la Commission et de recours aux services d'experts-conseils de l'extérieur.

# INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'institut international du développement durable prépare son propre rapport annuel.

## 4 Institut international du développement durable

Dépenses réelles 1998-1999	Dépenses prévues 1998-1999	Ecart positif (négatif)	Note expl.
Dépenses par poste secondaire	\$ AP	\$	\$
Total des autres dépenses :			
- Subventions	1 145,8	1 145,9	(0,1)

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS**

## **Conciliation**

**Ministère de l'Environnement**

<b>DÉTAILS</b>	<b>BUDGET DES DÉPENSES 1998-1999</b>
<b>Budget principal 1998-1999</b>	<b>13 893,0 \$</b>
<b>Transfert de crédits venant de :</b>	
<b>Amortissement et capitalisation</b>	<b>14,9 \$</b>
<b>Budget des dépenses 1998-1999</b>	<b>13 907,9 \$</b>

**Environnement Manitoba**

**Sommaire des dépenses (en milliers de dollars)**

pour l'exercice terminé le 31 mars 1999  
et comparaison avec l'exercice précédent

Dép. prévues 1998-1999	Poste	Dép. réelles 1998-1999	Dép. réelles 1997-1998	Augmentati on (Diminutio n) \$
<b>31-1 Administration et finances</b>				
26,3	(a) Traitement du Ministre	26,1	25,7	0,4
	(b) Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre			
371,8	Salaires	369,3	339,2	30,1
76,5	Autres dépenses	112,1	115,6	(3,5)
	(c) Services administratifs et financiers			
684,6	Salaires	599,2	677,6	(78,4)
303,6	Autres dépenses	286,7	300,8	(14,1)
<b>1 462,8</b>	<b>Total 31-1</b>	<b>1 393,4</b>	<b>1 458,9</b>	<b>(65,5)</b>
<b>31-2 Gestion de l'environnement</b>				
	(a) Surveillance environnementale			
4 424,1	Salaires	4 238,5	4 240,4	(1,9)
1 224,7	Autres dépenses	1 206,4	1 077,3	129,1
	(b) Gestion de l'environnement			
2 732,7	Salaires	2 642,4	2 619,2	23,2
2 132,6	Autres dépenses	2 145,7	1 984,2	161,5
	(c) Législation et affaires intergouvernementales			
178,0	Salaires	176,1	176,4	(0,3)
103,5	Autres dépenses	59,1	79,0	(19,9)
<b>10 795,6</b>	<b>Total 31-2</b>	<b>10 468,2</b>	<b>10 176,5</b>	<b>291,7</b>
<b>31-3 Organismes de consultation sur l'environnement</b>				
	(3) Commission de protection de l'environnement			
299,5	Salaires	232,9	229,3	3,6
189,2	Autres dépenses	136,1	151,1	(15,0)
<b>488,7</b>	<b>Total 31-3</b>	<b>369,0</b>	<b>380,4</b>	<b>(11,4)</b>
<b>31-4 Institut international du développement durable</b>				
	Autres dépenses			
<b>1 145,9</b>	<b>Total 31-4</b>	<b>1 145,8</b>	<b>916,7</b>	<b>229,1</b>
<b>1 145,9</b>	<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>13 376,4</b>	<b>12 932,5</b>	<b>443,9</b>

**Notes explicatives :**

1. L'augmentation est due à l'augmentation annuelle du traitement du ministre, conformément aux décisions de la Commission des indemnités et des allocations. Ces décisions ont force de loi conformément au projet de loi 55 et ne peuvent être modifiées pendant une période de deux ans.
2. L'écart est dû aux résultats des conventions collectives négociées ainsi qu'à l'augmentation des coûts relatifs au personnel du cabinet du ministre.
3. L'écart est dû à l'absence d'achat d'ordinateurs en 1998-1999.
4. L'écart est dû aux résultats des conventions collectives négociées et aux récupérations salariales associées à deux employés détachés.
5. L'écart est dû à la réduction des frais de déplacement, ainsi que des frais relatifs aux véhicules, à la location de stationnement, à la photocopie, et aux achats de matériel informatique.
6. L'écart est dû aux frais de transition de la gestion du bureau électronique.
7. L'écart est dû aux résultats des conventions collectives négociées.
8. L'écart est dû aux frais de transition de la gestion du bureau électronique et des dépenses en immobilisations.
9. L'écart est dû à la diminution des frais juridiques.
10. L'écart est dû aux résultats des conventions collectives négociées.
11. L'écart est dû à la réduction des dépenses d'audiences publiques et de réunions des commissions qui ont été moins nombreuses.
12. La hausse est due à un changement apporté à la structure de financement pour 1998-1999.

**Environnement Manitoba**

**Sommaire des recettes par source (en milliers de dollars)**

pour l'exercice terminé le 31 mars 1999

et comparaison avec l'exercice précédent

Recettes réelles 1997-1998	Augmentation (Diminution) 1998-1999	Source	Rec. réelles 1998-1999	Prévisions 1998-1999	Écart
<b>Programme en cours :</b>					
<b>Autres recettes :</b>					
4,7	1,7	Divers	1,7	5,0	(3,3)
4,2	2,1	Interventions d'urgence	2,1	2,1	
75,5	73,0	Services facturés	73,0	50,0	23,0
24,1	20,6	Droits de permis de pesticides	20,6	22,5	(1,9)
82,5	106,3	Recouvrement des coûts de surveillance des licences	106,3	100,0	6,3
6,5	2,8	Recouvrement des coûts de la Louisiana-Pacific	2,8	5,0	(2,2)
<b>197,5</b>	<b>206,5</b>	<b>Total</b>	<b>206,5</b>	<b>182,5</b>	<b>24,0</b>
<b>Gouvernement of Canada :</b>					
1,5	0,4	(1,1) Entente Canada-Manitoba sur le développement durable de l'agriculture	0,4	0,0	0,4
<b>1,5</b>	<b>0,4</b>	<b>Total</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>
<b>199,0</b>	<b>206,9</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>206,9</b>	<b>182,5</b>	<b>24,4</b>

**Environnement Manitoba**

**Sommaire des dépenses et des effectifs des cinq dernières années par poste**

(exercices terminés les 31 mars, de 1994 à 1998)

Poste	Dépenses réelles ou révisées* (en milliers de dollars)							
	1994-1995		1995-1996		1996-1997		1997-1998	
	AP	\$	AP	\$	AP	\$	AP	\$
31-1 Administration et finances	26,00	1 401,1	26,00	1 397,3	26,50	1 437,5	26,50	1 458,9
31-2 Gestion de l'environnement	147,25	13 023,0	148,25	11 074,1	144,75	10 678,4	147,75	10 556,9
31-3 Institut international du développement durable		1 786,5		1 375,0		1 145,8		916,7
31-4 Amortissement et capitalisation								
<b>TOTAL</b>	<b>173,25</b>	<b>16 210,6</b>	<b>174,25</b>	<b>13 846,4</b>	<b>171,25</b>	<b>13 261,7</b>	<b>174,25</b>	<b>12 932,5</b>

\* Les chiffres révisés correspondent aux données recueillies sur une base comparable pour les postes pendant les exercices concernés.

## **ANNEXES**

## **Suspensions et modifications en vertu de la Loi sur l'environnement**

Le paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'environnement* prévoit ce qui suit :

- « La suspension ou la modification accordée en vertu du paragraphe (1) est consignée dans le registre public et le rapport annuel du Ministère. »

Pendant l'exercice 1998-1999, le Ministère a accédé aux demandes de suspension suivantes :

Relire avec Claude

<u>Date</u>	<u>Lieu</u>	<u>Objet</u>
8 avril 1998	Municipalité rurale de DeSalaberry (bassin d'épuration de St. Malo)	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 1011 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
14 avril 1998	Municipalité rurale de Lorne (bassin d'épuration de Swan Lake)	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 88P accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
16 avril 1998	Municipalité rurale de Whitemouth	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 1193 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
23 avril 1998	Municipalité rurale de Hanover (bassin d'épuration de Mitchell)	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 1053 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
24 avril 1998	Municipalité rurale de Montcalm (bassin d'épuration de St. Jean)	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 116P accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
5 mai 1998	Rosebank Colony Farms	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 1326 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
6 mai 1998	Municipalité rurale de Grey (bassin d'épuration d'Elm Creek)	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 1141 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
7 mai 1998	Ville de Morden	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 2284R accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
12 mai 1998	Ville de Winkler	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 1069 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
12 mai 1998	Village de Manitou	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 395 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
15 mai 1998	Hydro-Manitoba Centrale électrique de Selkirk	Moyenne des températures hebdomadaires Licence n° 1645R accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>

<u>Date</u>	<u>Lieu</u>	<u>Objet</u>
20 mai 1998	Plum Coulee, Village de	Ordre des directeurs n° 3.044 <i>Loi sur l'environnement</i> 175 P (Évacuation d'urgence répétée)
21 mai 1998	Municipalité rurale de Taché (bassin d'épuration des eaux usées de Lorette)	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 619 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
21 mai 1998	Municipalité rurale de Cartier (bassin d'épuration des eaux usées d'Elie)	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 454 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
25 juin 1998	Municipalité rurale de Franklin (Dominion City)	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 156 PSCC accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i> 156 PSCC
9 octobre 1998	Ville d'Emerson	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 884 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
15 octobre 1998	Municipalité rurale de Montcalm (St. Jean)	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 16P accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
28 octobre 1998	Ville de Morris	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 1162 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
30 octobre 1998	Pembina Colony	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 639 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
5 novembre 1998	Municipalité rurale de Whitemouth	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 1193 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
5 novembre 1998	Municipalité rurale de Gimli	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 2140 S2 R accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
5 novembre 1998	Blue Clay Farms 98 Ltd.	Évacuation d'urgence du bassin d'épuration Licence n° 1542 accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>
13 novembre 1998	Hydro-Manitoba Centrale électrique de Selkirk	Évacuation du bassin d'épuration de résidus de combustion Licence n° 1645R accordée en vertu de la <i>Loi sur l'environnement</i>

# PUBLICATIONS D'ENVIRONNEMENT MANITOBA

## EN 1998

### Rapports

- 98-01 Hughes, C. E., Phosphorus study, 1997 : Clearwater Lake, Manitoba, Canada.
- 98-02 Ralley, W. E., Water quality of the Roseau River 1996 to 1997 : rapport d'étape.
- 98-03 Krawchuk, B. P., Manitoba ambient air quality: rapport annuel pour 1995 et 1996.
- 98-04 Hughes, C. E., Water quality assessment, 1996 and 1997, Whitemud River Watershed, Manitoba, Canada.
- 98-05 Jones, G., S. Gurney, et D. Rocan, Water quality in farm and recreational surface water supplies of southwestern Manitoba : 1995 sampling results.
- 98-06 Jones, G., S. Gurney, et D. Rocan, Blue-green algae and microcystin-LR in surface water supplies of southwestern Manitoba.
- 98-08 Odour nuisance management strategy : for use with developments regulated under the Environment Act of Dangerous Goods Handling and Transportation Act.
- 98-09 Green, D.J., Aquatic impact investigation from the Lynn Lake tailings status report, 1998.
- 98-10 Fortin, R., Gurney, S., Phosphorus loading to the Shellmouth Reservoir.
- 98-11 Krawchuk, B. P., Manitoba Network for Precipitation Collection (M.N.P.C.) data summary - 1996.

### Bulletins d'information

- 98-01E Climate change and Manitobans : a closer look.
- 98-01F Les Manitobains et les modifications climatiques : examinons les faits.
- 98-02E Policy on accreditation of laboratories.
- 98-03E Information update : remediation of the former Domtar Transcona site.
- 98-04E Summary of the Director's Order for the remediation of the former Domtar Transcona site.
- 98-05E Implications of open burning of garbage at waste disposal grounds.
- 98-05F Conséquences du brûlage en plein air dans les décharges.
- 98-06E Water efficiency : indoor water use.
- 98-07E Water efficiency : water softeners.
- 98-08E Water efficiency: green landscaping : seven principles.
- 98-09E Interpretation of bacteriological water quality analysis.
- 98-10E Public Health Act : submission procedures for municipal water and wastewater works.
- 98-11E Water use efficiency plans for towns and municipalities.

### **Lignes directrices**

- 98-01      Guideline for environmental site investigations in Manitoba.
- 98-02      Guidelines for public water systems: chlorine residual testing and reporting, and bacteriological water sampling, submission and interpretation.

### **Divers**

1997 Red River flood groundwater rehabilitation program.  
Règlement sur la gestion des animaux morts et des déjections du bétail, R.M. 42/98 en vertu de la *Loi sur l'environnement*.

## Annuaire téléphonique du Ministère

<u>Bureau</u>	<u>Adresse</u>	<u>Téléphone</u>	<u>Télécopieur</u>
<b>Cabinet du ministre</b>	Palais législatif Bureau 344 Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8	945-3522	942-1127
<b>Cabinet du sous-ministre</b>	Palais législatif Bureau 350 Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8	945-8807	945-1256
<b>Services administratifs et financiers</b>	123, rue Main Bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7006	948-2338

### Div. de la surveillance

#### environnementale

<b>Bureau du sous-ministre adjoint</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7008	945-1211
--	--	----------	----------

### Activités régionales

#### Région de Winnipeg

<b>Bureau régional principal</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7081	945-5229
<b>Service d'inspection sanitaire</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7049	489-9860

**Bureau de l'Est et  
d'Entre-les-Lacs**

<b>Bureau régional principal</b>	284, avenue Reimer, porte 5  Case postale 21450  Steinbach (Manitoba)  R0A 2T3	346-6060	326-2472
<b>Bureau de Selkirk</b>	235, avenue Eaton  Bureau 102  Selkirk (Manitoba)  R1A 0W7	785-5030	785-5024
<b>Bureau de Lac du Bonnet</b>	Centre de santé du Lac-du-Bonnet  Case postale 1030  Lac-du-Bonnet (Manitoba)  R0E 1A0	345-8647	345-8609

**Région du Centre-Sud**

<b>Bureau régional principal</b>	Main Plaza  555, rue Main  Winkler (Manitoba)  R6W 1C4	325-1750	325-1758
<b>Bureau de Portage-la-Prairie</b>	Immeuble provincial  25, rue Tupper Nord  Portage-la-Prairie (Manitoba)  R1N 3K1	239-3187	239-3185

**Région des Parcs et de  
l'Ouest**

<b>Bureau régional principal</b>	1011, avenue Rosser Bureau 204 Brandon (Manitoba) R7A 0L5	726-6064	726-6567
<b>Bureau de Dauphin</b>	Immeuble provincial 27, 2 <sup>e</sup> avenue S.O. Dauphin (Manitoba) R7N 3E5	622-2030	622-2306
<b>Bureau de Virden</b>	480, rue King Est C.P. 10 Virden (Manitoba) R0M 2C0	748-2321	748-2388

**Région du Nord**

<b>Bureau régional principal</b>	Immeuble provincial C.P. 2550 The Pas (Manitoba) R9A 1M4	627-8307	623-1773
<b>Bureau de Thompson</b>	Immeuble provincial 59, prom. Elizabeth C.P. 32 Thompson (Manitoba) R8N 1X4	677-6704	677-6652
<b>Bureau de Flin Flon</b>	Immeuble provincial 143, rue Main Flin Flon (Manitoba) R8A 1K2	687-1625	687-1623

**Division de la gestion de  
l'environnement**

<b>Bureau du sous- ministre</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7107	945-5229
-------------------------------------	--	----------	----------

**Direction de la qualité de  
l'environnement**

<b>Administration centrale</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7030	948-2357
<b>Gestion de la qualité de l'eau</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7030	948-2357
<b>Gestion de la qualité de l'air</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7046	948-2357
<b>Gestion de la qualité du milieu terrestre</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7003	948-2357
<b>Rapport sur l'état de l'environnement</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7091	948-2357
<b>Scientifique en chef</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7088	948-2357

**Direction des autorisations**

<b>Administration centrale</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7071	948-5229
<b>Autorisation concernant les municipalités, les industries et les déchets dangereux</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7012	948-5229
<b>Autorisation des projets à incidences environnementales</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7080	948-5229
<b>Autorisation concernant les pesticides</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7067	948-5229
<b>Division de la prévention de la pollution</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-7482	945-1211
<b>Législation et affaires intergouvernementales</b>	123, rue Main, bureau 160 Winnipeg (Manitoba) R3C 1A5	945-8132	948-2357
<b>Commission de la protection de l'environnement</b>	Town Square C.P. 21420 Steinbach (Manitoba) R0A 2T3	326-2395	326-2472